2 MAI. DIEU ET PATRIE. ANNÉE 1848 N. XVI.

LE CAPITOLE

JOURNAL FRANÇAIS ET ITALIEN.

MAINTENIR LE BIEN PARTOUT OÙ IL EST; METTRE LA MORALE PARTOUT OÙ ELLE N'EST PAS!

PRIX DE L'ABONNEMENT

Rome et les États Pontificaux : Un an 25 fr. Six mois 15 fr.

L'Espagne, l'Angleterre et tous les Pays non nommés; Un an 40 fr. Six mois 22 fr. (avec affranchissement jusqu'aux frontières)

Cette feuille paraît les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine.

ON S'ABONNE : à Rome, au bureau de la Direction rue de la Croix N. 14. — à Paris, chez Sagnier et Bray, libraires rue des SS. Peres, 64 — à Lyon, chez M. Matteau et C. Place de S. Nizier N. 6. — à Marseille, chez M. Ve. Camoin Libraire, place Royale, et dans tous les bureaux de poste. *(Affranchir toute demande individuelle d'abonnement et non les collectives).*

PRIX DE L'ABONNEMENT

Rome et les États Pontificaux : Un an 25 fr. Six mois 15 fr.

L'Italie, la France, la Corse, l'Algérie, la Belgique et la Suisse Un an 30 fr. Six mois 17 fr. (avec affranchissement jusq'aux frontières)

ROME 1 ET 2 MAI.

— Suit le seul article que nous nous permettrons aujourd'hui. Le lecteur irréfléchi n'y trouvera pas grand'chose, mais le véritable penseur découvrira sans peine qu'en lui réside la question de vie ou de mort, non seulement pour l'Italie, mais encore pour toutes les nations du monde civilisé. Le reste du Journal sera occupé par le discours de Mgr Luquet devant les Président et Membres du haut Directoire fédéral en Suisse, parce que l'Église désire y prendre la véritable place qu'elle doit finir par occuper dans tout le monde. Après lui viendront l'allocution du S. Père, dans le Concistoire secret du 29 avril dernier, et la proclamation éminemment paternelle de Sa Sainteté que nous venons de lire avec les larmes aux yeux; ce qui nous dispense d'entrer dans les détails des événemens qui les ont nécessitées.

QUESTION DE VIE OU DE MORT.

Un malheur irréparable pour un peuple, ce serait que ce même peuple fut imbu de la pensée que les principes politiques sont indifferens à la réalisation des réformes que nous nommons sociales; car de ces réformes sociales naîtraient autant de révolutions, qui jeteraient au sein de la patrie une immense perturbation sous le nom de progrès, d'amelioration et de liberté. Ceux au contraire, qui sont véritablement devoués à la Patrie maintiendront avec nous que les réformes sociales ne sont possibles que dans l'intégrité des principes politiques.

Supposons l'Italie se mettant à détruire ses pouvoirs pour arriver à la transformation de son système administratif; supposons Rome, Naples, Turin débutant dans leur œuvre de rénovation par l'expulsion des souverains et par l'etablissement de pouvoirs intrus, revêtus en grande hâte d'une certaine sanction populaire, et puis demandons-nous ce que seront ces réformes si violemment poursuivies. Quiconque veut des réformes doit, s'il est logicien, commencer par respecter, par affermir les pouvoirs. S'il commence par les affaiblir et par les ruiner, ce n'est pas aux reformes qu'il aspire, c'est au désordre, c'est à la ruine, c'est à la servitude du peuple dont il fait partie. Ne disons donc pas que la nature des gouvernemens est indifférente; ce système de l'indifference est, en réalité, la révolution, de même que l'indifference en matière de religion est, en realité, l'athéisme.

Notre immortel Pie IX fera des réformes, non point parcequ'il a certains dons de l'esprit, certaines qualités du cœur qui font de *Sa Sainteté* une exception, mais parce qu'il est le pouvoir naturel des États Romains. Mettons à sa place un conventicule de tribuns inaugurés dans l'émeute, nous aurons l'anarchie pour toute réforme. Il en est de même des autres États. Ce n'est pas à dire, cependant, que chaque pouvoir naturel soit toujours bien inspiré, ni qu'il soit toujours heureux, ni qu'il soit toujours obéi; mais, par cela qu'il est naturel, il est en des conditions meilleures pour faire le bien de son peuple; et dire que la nation peut se réformer elle-même, indépendamment du pouvoir qui la régit, c'est se mettre en dehors des faits comme en dehors de la logique, en dehors de l'histoire comme en dehors de la morale.

Nous ne ferons pas l'injure a l'Italie de croire que, partagee entre ces deux sentimens, non seulement elle hésite, mais encore qu'elle finira tôt ou tard par se ranger du côté de ces prétendus phénix en politique qui ne cessent de lui dire que les pouvoirs legitimes sont indifférens à la conduite et au bonheur d'un peuple, et qu'il est aisé de se passer de leur action. Ce serait échanger l'avenir le plus glorieux et le plus consolant pour un avenir de honte et de larmes.

Suivons, toutefois, l'ordre de nos pensées: la vérité finira par être maîtresse, même, de nos contradicteurs. Nous appelons les reformes sociales en Italie, mais nous les demandons aux pouvoirs légitimes; toute autre logique est une logique de perturbation. Que si on la veut combattre avec quelque apparence de raison, qu'on nous montre les reformes sociales réalisées en des conditions differentes; qu'on nous montre la liberté dans l'anarchie, qu'on nous montre la prospérité nationale, la puissance nationale, l'économie nationale dans l'usurpation des pouvoirs. Les vagues discussions de theories sont inutiles. Nous demandons des faits, parce que nous même nous produisons des faits, car l'histoire est à nous! Il y a dans l'histoire des violences exercées contre les pouvoirs naturels; qui ne le sait? mais ces violences tournent d'abord contre la nation qui se les permet, et ensuite contre la societé entière, si toutes les nations s'engagent dans cette voie. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est l'experience qui l'atteste, c'est le monde qui le proclame. D'où nous concluons que les peuples ne se réforment que dans l'ordre; que l'ordre tient a des conditions politiques; que ces conditions ne sont pas arbitraires, mais sociales; que la politique, par consequent, est régie par des lois qui dérivent de la constitution naturelle de la société, et que nier ce rapport et cette harmonie, c'est chercher la pratique des données de Machiavel, c'est-a-dire, subordonner le monde moral à la force....

ROMA 1 E 2 MAGGIO.

— Questo è il solo articolo che ci permettiamo oggi metter sotto gli occhi de' nostri lettori. Il lettore privo di riflessione non ci troverà certo gran cosa, ma il vero pensatore scoprirà senza pena che questo dipende la questione di vita o di morte non solamente per l'Italia, ma ancora per tutte le nazioni del mondo civilizzato. Il resto del Giornale sarà occupato dal discorso di Monsig. Luquet pronunciato dinanzi il Presidente ed i Membri dell'alto Direttorio federale in Svizzera, perchè appunto la Chiesa desidera occupare il vero posto che finirà per ottenere in tutto il mondo intiero. Dopo cio seguiranno l'allocuzione del S. Padre pronunciato nel concistoro secreto dei 29 aprile scorso, ed il proclama eminentemente paterno di Sua Santità che abbiamo letto colle lagrime agli occhi di modochè ci manca la forza ed il coraggio per dare qualche dettaglio di ciò che lo ha necessitato.

QUESTIONE DI VITA O DI MORTE.

Un malore irreparabile per un popolo sarebbe, il vedere questo stesso popolo imbevuto della massima che i principj politici sono indifferenti alla realizzazione delle riforme che si domandano sociali; poichè da queste riforme sociali rinascerebbero infinite rivoluzioni che getterebbero nel seno stesso della patria un immensa perturbazione sotto il nome di progresso, di miglioramento, di libertà. Quei al contrario, che veramente devoti sono alla patria converranno seco noi che le riforme sociali non sono possibili che nell'integrita de' principj politici.

Supponiamo l'Italia mettersi a distruggere il suo potere per giungere alla trasformazione del suo sistema amministrativo; supponiamo Roma, Napoli, Turino incominciando la loro opera di rinnovazione coll' espellere i propri sovrani e col stabilirvi un intruso potere, rivestito in meno che si dice di una certa sanzione popolare, e quindi diciamo quali sono queste riforme fatte nella violenza. Chi ama e vuole riforme deve, se è logico, cominciare a rispettare e stabilire i poteri. Se comincia dall'indebolirli e rovinarli non é gia aspirare a riforme ma al disordine, alla rovina, alla schiavitù del popolo di cui fa parte.

Non vogliamo adunque dire che la natura de' governi sia indifferente: questo sistema dell'indiferenza è, in realta, rivoluzione, come l'indifferenza in materia di religione è, in realta, l'ateismo. L'Immortale nostro Pie IX fara delle riforme non perchè egli abbia certe qualita del cuore che fanno *di Sua Santità* un eccezione, ma perchè egli è il potere naturale degli stati Romani. Mettiamo in suo luogo un conventicolo di tribuni maleaugurati nella rivoluzione, l'anarchia si avra in luogo di ogni riforma. E lo stesso dicasi degli altri stati. Con cio non si pretende dire gia che qualunque potere naturale sia sempre bene inspirato, nè che riesce sempre felice, ne sempre venga obbedito; ma appunto perchè è naturale possiede migliori condizioni per fare del bene al suo popolo; e dire che la nazione può farsi riforme da se stessa, esclusivamente dal potere che la regge, è precisamente mettersi fuori de' fatti, come fuori della logica, dell'Istoria, della morale.

Non intendiamo fare ingiuria alcuna all'Italia se crediamo che supposta divisa fra questi due sentimenti, non diciamo che esiti, ma che ancora presto o tardi finira di gettarsi dalla parte di questi pretesi fenici in politica che non si stancano mai dirle che i poteri leggittimi sono indifferenti alla condotta, ed alla felicita di un popolo, e che è ben facile fare a meno della loro azione. Sarebbe cambiare l'avvenire il più consolante con un avvenire ripieno di vergogna e di pianto.

Seguiamo pure l'ordine delle nostre idee: la verità finirà coll' essere padrone anche de' nostri contraddittori. Vogliamo le riforme sociali in Italia, ma vogliamo domandarle ai leggittimi poteri; ogni altra logica è logica di confusione.

Che se vuolsi combattere con qualche apparenza di ragione, che ci si mostrino le riforme sociali realizzate in condizioni differenti; che ci si mostri la liberta nell'Anarchia, la prosperita nazionale, la potenza nazionale, l'economia nazionale nell'usurpazione de' poteri. Le vane discussioni in teoria sono inutili. Domandiamo de' fatti, perchè de' fatti noi produciamo, mentre la sotria è con noi! Vi sono nella storia delle violenze usate contro i poteri naturali; chi nol sà? ma queste violenze ridondano contro la nazione che se le è permesse, quindi contro la intiera società se tutte le nazioni s'impegnassero per questa via. Non siam già noi che lo diciamo, è l'esperienza che lo attesta, è il mondo intiero che lo proclama. Dunque concludiamo che i popoli non possono riformarsi che nell'ordine; che l'ordine viene dalle condizioni politiche, che tali condizioni non sono arbitrarie ma sociali; che la politica per conseguenza è retta dalle leggi che derivano dalla costituzione naturale della societa, e che negare questo rapporto, e quest'armonia, è cercare la prattica delle dato di Macchiavello, cio e a dire subordinare il mondo morale alla forza...

L'envoyé extraordinaire du St.-Siège en Suisse, Mgr Luquet, a fait au directoire fédéral la communication suivante qui a été lue au sein de la diète.

A LL. EE. MM. les président et membres du haut Directoire fédéral.

Très-honorés Messieurs,

Avant d'entamer les graves questions qui nous occuperont bientôt, j'ai besoin de vous exposer quelques principes d'après lesquels j'ai résolu de régler ma conduite dans tous nos rapports à l'avenir. Ces principes, je crois, sont aussi ceux que vous désirez vous-mêmes suivre dans cette grave circonstance.

Nous voulons en ce moment poser les bases d'un arrangement stable entre le clergé catholique et les gouvernements de la confédération. Nous devrons par conséquent, et j'y suis complètement disposé de ma part, faire abstraction d'abord des idées de détail, des préoccupations personnelles, des rivalités hostiles qui pourraient apporter d'insurmontables obstacles à la pacification religieuse que nous désirons tous. Nous montrerons ainsi par nos actes, que nous comprenons la grandeur de l'œuvre tentée par nous en faveur de votre glorieuse patrie et de notre sainte religion. Jetant un voile sur les divisions et sur les douleurs du passé, nous tâcherons donc de tirer parti du présent de manière à le diriger convenablement vers l'avenir, vers le grand avenir religieux et social dont chaque jour nos révèle de plus en plus clairement les destinées.

Le clergé catholique, Messieurs, l'auguste Pontife que je représente, viennent aujourd'hui, par mon organe, vous proposer de marcher d'un commun accord dans cette voie de progrès que l'Église a si souvent ouverte dans le cours des siècles aux nations éclairées et civilisées sous ses auspices. Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions dès les premiers âges du christianisme, des enfants de lumière, comme le dit l'Apôtre. Nous sommes donc loin d'en craindre l'éclat; l'erreur seule cherche et enfante les ténèbres, la lumière est fille de la vérité. Nous ne craignons qu'une chose pour les peuples, les fausses lueurs qui égarent, les lumières trompeuses qui mènent à l'abîme.

Si donc parfois, et principalement dans les temps modernes, l'Église eut à lutter contre certains mouvements intellectuels qui entraînaient les peuples, on le doit à des causes pénibles qui, nous l'espérons, deviendront désormais de plus en plus rares, qui finiront, Dieu le veuille! par complètement disparaître.

Ces causes, en effet, sont venues de malentendus bien souvent, de passions, de violences et d'obstination particulières qui d'un seul bond entraînèrent les esprits au-delà des justes bornes. Elles venaient surtout d'intérêts divers, d'intérêts trop souvent humains, si l'on veut, mais que les uns défendaient comme un droit, que d'autres attaquaient comme une usurpation abusive. En un mot, c'était une société ancienne qui s'écroulait pour faire place à celle qui se constitue définitivement aujourd'hui.

Or, Messieurs, vous le savez, cette société antique de nos pères avait beaucoup donné à l'Église parce qu'elle lui devait beaucoup; faut-il s'étonner qu'à chaque pas fait en avant, aux dépens du passé, l'Église successivement dépouillée des avantages accessoires qu'elle possédait, ait aussi fortement lutté pour les retenir? Non sans doute; ces avantages étaient pour elle le fruit de la reconnaissance des peuples, et la possession séculaire dont elle jouissait les lui rendait doublement précieux et sacrés.

Aujourd'hui, au contraire, tout le passé social est à peu près détruit; il le sera complètement, ce semble, avant peu de temps. Qu'en résultera-t-il pour l'Église? l'Église, Messieurs, toujours constante avec elle-même dans ce qu'elle a d'essentiel en soi, l'Église acceptera la transformation sociale du temps. Je ne dis pas assez; non seulement elle l'acceptera, mais fidèle à sa mission de progrès dans la vie des peuples, elle sera toujours prête à la seconder dans les voies de la justice et de la vérité qui lui appartiennent.

Soyez-en bien convaincus. Messieurs, certaine comme elle l'est de la perpétuité de ses destinées, l'Église ne rattache exclusivement ses espérances à aucune institution humaine. Elle a long-temps accepté avec reconnaissance les bienfaits des puissants de la terre; elle le fait encore là où cet appui passager lui reste. Elle ne se refusera pas davantage, quand le moment en sera venu, à reconnaître le grand principe de séparation complète entre elle et les états. Elle n'hésitera point, si les circonstances l'y portent, à inscrire elle-même sur sa bannière cette expression éminente et suprême de tolérance et de liberté. Elle l'a fait depuis long-temps dans la jeune Amérique; elle le fera peut-être demain, à vos frontières, chez l'un ou l'autre de ces peuples qui s'agitent glorieusement pour conquérir leur indépendance ou pour reconstituer sur de nouvelles bases l'ordre social ébranlé.

Pour ce qui regarde en particulier les questions dont nous devons nous occuper ensemble dans ce moment, vous verrez que l'Église saura comprendre les nécessités des temps où nous sommes; qu'en se prêtant aux moyens de conciliation qui dépendent de ses appréciations, elle vous apportera de précieux éléments de paix et de concorde pour ce beau pays, pour cet excellent peuple. *(La suite prochainement).*

ALLOCUTION DE N. S. P. LE PAPE PIE IX

PRONONCÉE DANS LE CONCISTOIRE SECRET DE 29 AVRIL 1848.

Vénérables frères,

Plus d'une fois, vénérables frères, en votre présence, nous avons protesté contre l'audace de quelques hommes qui n'avaient pas hésité de Nous faire l'injure, à Nous, et à ce Siège Apostolique, de Nous représenter comme Nous étant écarté en plus d'un point des Saintes Institutions de Nos Prédécesseurs, et même, chose plus horrible! de la Doctrine de l'Église. Mais aujourd'hui même il ne manque pas de gens qui parlent de Nous comme si Nous avions été les principaux auteurs des commotions publiques qui, dans ces derniers temps, sont arrivées non seulement en divers lieux de l'Europe, mais encore en Italie, C'est sur-tout dans les contrées de l'Allemagne qui appartiennent à l'Autriche que Nous avons appris que l'on semait parmi le peuple le bruit que le Pontife Romain, soit par émissaires, soit par d'autres artifices analogues, avait excité les peuples de l'Italie à introduire des changements dans la chose publique. Nous avons appris également que quelques ennemis de la Religion Catholique en tiraient occasion pour enflammer les esprits des Allemands, les exciter à la vengeance et les séparer de l'unité du Siège Apostolique. Mais quoique pour Nous il n'y ait pas le moindre doute que les peuples Catholiques de la Germanie et les illustres Prélats qui les dirigent soient prodigieusement éloignés de cette intention criminelle, Nous avons reconnu, cependant,

L'inviato straordinario della S. Sede in Svizzera Monsignor Luquet, ha fatto al direttorio federale la communicazione seguente che è stata letta dinanzi la dieta.

A. LL. EE. SS. il presidente e membri dell'alto Direttorio federale.

Onoratissimi Signori.

Pria d'incominciare le gravi questioni che ben tosto ci occuperanno mi bisogna esporvi qualche principio su cui ho risoluto, regolare la mia condotta in tutti i nostri futuri rapporti. Tali principj, credo, essere ancora quei stessi che voi desiderate seguire in tali sì gravi circostanze.

Vogliamo fin da questo momento fondar basi di accomodamento stabile tra il clero cattolico ed i governi della confederazione. Dovremo per conseguenza, e per quanto a me vi ho tutte le disposizioni, fare astrazione primamente dalle idee di dettaglio, e dalle preoccupazioni personali, dalle rivalità ostili che potrebbero apportare insormontabili ostacoli alla pace religiosa che noi tutti desideriamo. Mostreremo perciò co' nostri atti, che comprendiamo la grandezza dell'opera da noi affrontata in favore della vostra gloriosa patria e della nostra santa religione. Gettando un velo sulle divisioni e sui dolori del passato procureremo di trar partito del presente onde ben dirigerlo verso l'avvenire religioso e sociale di cui ogni giorno rilevaci più chiaramente i destini.

Il clero cattolico, signori, l'augusto Pontefice che rappresento vengono oggi, per mezzo mio, proporvi di marciare d'accordo in quella via di progresso che la chiesa a sì spesso aperta nel corso de' secoli alle ragioni illuminate e civilizzate sotto i suoi auspicj. Noi siamo oggi quei stessi che eravamo nelle prime età del cristianismo, figli, cioè, di luce come lo dice l'Apostolo. Noi siamo adunque lungi da temerne il gran chiarore; l'errore solo cerca e produce tenebri, la luce è figlia della verità. Non temiamo che una sol cosa pel popolo, le false luci che deviano, il chiarore ingannatore che piomba nell'abbisso.

Se dunque talvolta, è specialmente ne' tempi moderni la Chiesa ebbe a lottare contro certi movimenti intelletuali che trascinano i popoli, per certe cause veramente a compiangere, che, speriamo, diverranno di qui innanzi sempre più rare, che finiranno, Dio il voglia, per completamente scomparire.

Queste cause, infatti, spesso sono avvenute dal male intendersi, dalle passioni, dalle violenze, e dalle ostinazioni particolari che con un sol passo portarono gli spiriti al di là de' giusti confini. Esse prevenivano specialmente da interessi diversi, da interessi troppo spesso umani, seppur così vogliamo, ma che gli uni proibivano come un diritto, che altri attaccavano come una usurpazione. In una parola, era un'antica società che cadeva per far luogo a quella che definitivamente si va a stabilire, a nostri giorni.

Ora, voi lo sapete, signori, questa antica società de' nostri padri avea dato molto alla chiesa perchè a questa dovea molto, che meraviglia se ad ogni passo inoltrato, a spese del passato, la chiesa successivamente spogliata de' suoi beni accessori che possedea, abbia anche a lottare coragiosamente per conservarli? No senza dubbio; questi beni erano per lei il frutto della riconoscenza de' popoli, ed il possesso laicale che godeva, glielo rendeva due volte preziosi e sacri.

Oggi, al contrario, tutta la società passata è quasi distrutta: e lo sarà poi completamente, almeno sembra, di qua a poco. Che ne risulterà per la Chiesa? La Chiesa, signori, sempre costante in se stessa in ciò che ha di essenziale nel suo stesso seno, la Chiesa accetterà la transformazione sociale de' tempi. Non basta: non solamente le accetterà, ma fedele alla sua missione di progresso nella via de' popoli sarà sempre pronta a secondarla nelle vie della giustizia e della verità che a lei appartengono.

Siatene ben convinti, signori, sicura comm'ella è dalla perpetuità dei suoi destini, la Chiesa non si fonda ne spera in alcuna istituzione umana. Ella ha accettato sempre con riconoscenza i benefici dei potenti della terra, ed ancora così si adopra ove appoggi sì deboli le restano ancora. Non si rifiuterà con energia, allorchè il momento sarà giunto, di conoscere il gran principio di separazione completa tra essa e gli stati. Non esisterà un istante, se le circostanze lo esiggono ad iscrivere ella stessa sul suo vessillo questa eminente e suprema espressione di tolleranza e di libertà. Lo ha fatto già gran tempo nella giovane America: e forse lo farà domani alle vostre frontiere, ad una de' vostri popoli che gloriosamente si agitano per conquistare la propria indipendenza o per ristabilire su nuove basi l'ordine sociale già sconvolto.

In quanto poi a ciò che riguarda in particolare le quistioni che debbono insieme occuparci in questo momento, vedrete che la Chiesa saprà ben comprendere le necessità de' tempi in cui siamo; che prestandosi coi mezzi di riconciliazione che dipendono dalla sua stima, vi apporterà i più preziosi elementi di pace e di concordia in questo bel paesce, per questo eccellente popolo.

SS. D. N. PII DIVINA PROVIDENTIA PAPAE IX ALLOCUTIO

HABITA IN CONSISTORIO SECRETO DIE XXIX APRILIS AN MDCCCXLVIII.

Venerables Fratres

Non semel, Venerabiles Fratres, in Consessu Vestro detestati sumus nonnullorum audaciam, qui Nobis, atque adeo Apostolicae huic Sedi, eam inferre injuriam non dubitaverant, ut Nos a sanctissimis Praecessorum Nostrorum institutis, atque ab ipsa (horrendum dictu!) Ecclesiae doctrina non uno in capite declinasse confingerent. Verum nec hodie desunt qui de Nobis ita loquuntur, quasi praecipui Auctores fuerimus publicarum commotionum, quae novissimo tempore nedum in aliis Europae locis, sed in Italia quoque acciderunt. Ex Austriacis praesertim Germaniae regionibus accepimus, disseminari inibi in vulgus, Romanum Pontificem et missis exploratoribus, et aliis adhibitis artibus; Italos populos excitasse ad novas publicarum rerum commutationes inducendas. Accepimus pariter, quosdam Catholicae Religionis inimicos occasionem inde arripere ad Germanorum animos inflammandos vindictae aestu, atque ab Sanctae hujus Sedis unitate abalienandos. Jamvero etsi Nobis nullum omnino dubium sit, quin Catholicae Germaniae gentes, et qui eis praesunt spectatissimi Antistites, ab illorum improbitate quam longissime abhorreant; officii tamen Nostri esse novimus scandalum praecavere, quod incauti aliqui simplicioresque homines accipere inde possent, et calumniam refellere, quae non in personae tantum humilitatis Nostrae, sed etiam in Supremi Apostolatus, quo fungimur, atque in

qu'il était de Notre devoir de prévenir le scandale que quelques hommes, simples et inexpérimentés pourraient en ressentir et de refuter ainsi la calomnie qui retombe en outrage non seulement sur la personne de Notre humilité, mais encore sur le Suprême Apostolat que Nous exerçons et sur le Saint-Siége. Et puisque ces mêmes détracteurs ne pouvant produire aucune preuve des machinations qu'ils Nous attribuent, s'efforcent de rendre suspect ce qui a été fait par Nous dans Notre Gouvernement temporel, voulant pour ce motif leur ôter ce prétexte de Nous calomnier, Nous avons résolu d'expliquer aujourd'hui toute cette affaire d'une manière claire et ouverte en votre assemblée.

Vous n'ignorez pas, Vénérables Frères, que dès les derniers temps de Pie VII notre Prédécesseur, les principaux Princes de l'Europe firent insinuer au Siége Apostolique d'employer dans l'administration des affaires civiles un plan plus facile et répondant mieux aux désirs des laïques. Ensuite, dans l'année 1831, leurs conseils et leurs vœux se manifestèrent avec plus de solennité dans ce célèbre *Memorandum* que les Empereurs d'Autriche et de Russie et les Rois des Français, de la Grande Bretagne et de la Prusse crurent devoir envoyer à Rome par leurs Ambassadeurs. Dans cet écrit, entr'autres choses, il s'agissait d'une Consulte à réunir à Rome de tous les États-Pontificaux; d'une Constitution des Municipalités à établir ou à étendre; des Conseils-Provinciaux et d'autres institutions analogues à introduire dans toutes les Provinces pour l'utilité commune, comme aussi de l'accès à ouvrir aux laïques à toutes les charges qui regardent tant l'administration publique que l'ordre judicaire. Or c'étaient sur-tout ces deux derniers points qui étaient proposés comme principes *vitaux* du Gouvernement. Il fut même question dans plusieurs autres documents diplomatiques d'une large amnistie à octroyer à tous ou presque tous ceux qui s'étaient écartés de la fidélité au prince dans le Gouvernement Pontifical.

Personne n'ignore, que quelques unes de ces mesures furent mises à à exécution par Grégoire XVI, notre Prédécessenr, et qu'en outre plusieurs promesses furent faites dans les Édits qui furent publiés par son ordre cette même année 1831. Mais ces bienfaits de Notre Prédécesseur ne parurent pas répondre pleinement aux vœux des Princes, ni être snffisants pour assurer l'utilité publique et la tranquillité dans tout l'État temporel du Saint Siége.

C'est pourquoi dès que par un inscrutable jugement de Dieu Nous fûmes mis à sa place, sans être excité assurément par les exhortations ou le conseil de personne, mais touché par l'amour particulier que Nous avions pour le peuple soumis à Notre pouvoir temporel, Nous accordâmes un ample pardon à ceux qui s'étaient écartés de la fidelité qui était dûe au Gouvernement Pontifical, et ensuite Nous Nous empressâmes d'établir quelques institutions que Nous pensions devoir servir à la prospérité de ce même peuple. Or toutes ces choses que Nous avons faites au commencement même de Notre Pontifcat, concordent pleinement avec ces mesures que les Princes de l'Europe avaient le plus désiré Nous voir adopter.

Mais ces résolutions de Notre part ayant été, Dieu aidant, conduites à bonne fin, Nos peuples et les peuples voisins parurent tant trassaillir de joie et Nous entourer de si grands témoignages publics de leur félicitations et de leurs respects, que Nous dûmes nous contraindre pour que dans cette insigne capitale elle-même les cris populaires, les applaudissements, les réunions publiques, dont les manifestations étaient trop vives et trop bruyantes fussent rappelées à la règle du devoir.

Ensuite chacun connait, Vénérables Frères, les paroles de l'allocution que Nous vous avons adressées dans le concistoire du 4 octobre de l'année dernière, et en vertu desquelles Nous recommandions d'une part aux Princes une bonté paternelle et une tendre sollicitude envers les peuples, leurs sujets, et de l'autre, Nous exhortions de rechef les peuples eux-mêmes à la fidélité et à l'obéissance qu'ils doivent à leurs Princes. Et Nous n'avons pas négligé depuis, autant qu'il fut en Nous, d'avertir et d'exhorter sans relâche tous en général de s'attacher fortement à la doctrine catholique; d'observer les commandements de Dieu et de l'Église et de s'appliquer à la concorde mutuelle, à la tranquillité et à la charité à l'égard de tous.

Et plût à Dieu que l'issue désirée eut répondu à Nos paroles paternelles et à Nos exhortations! Mais elles sont visibles et patentes pour chacun ces commotions des peuples d'Italie que Nous avons rappelées plus haut, et ces autres événemens qui, soit hors de l'Italie, soit dans l'Italie elle-même, ou bien étaient survenus auparavant, ou bien sont arrivés plus tard. Mais si quelqu'un veut prétendre que ces événemens ont été occasionnés par les mesures que, bénévolement, et dans Notre bonté, Nous avons prises dans le commencement de Notre Pontificat, il ne pourra, certes, attribuer ce résultat aucunement à Notre œuvre, puisque Nous n'avions pas fait autre chose que ce qui avait paru opportun, non seulement à Nous-même, mais encore aux Princes, dénommés ci-dessus pour la prospérité de Notre Gouvernement temporel. Au reste, quant à ceux qui regardent ceux qui ont abusé de nos bienfaits dans ce même Gouvernement Nous-même imitant l'exemple du Divin Prince des Pasteurs, Nous leur pardonnons dans Notre cœur et Nous les rappelons tendrement à des conseils plus sages et Nous supplions le Père des miséricordes que dans sa clémence il détourne de leurs têtes les fléaux reservés aux hommes ingrats.

En outre les mêmes peuples de la Germanie ne pourraient nous en vouloir s'il ne nous a pas été possible de contenir l'ardeur de ceux qui de nos États Temporels voulurent applaudir à ce qui s'est fait contre eux dans la Haute Italie et qui, enflammés d'un même zèle que d'autres pour leur propre nation se dévouèrent à la même cause avec les autres peuples de l'Italie. Et en effet plusieurs autres Princes de l'Europe, bien plus puissants que Nous par le nombre de leurs soldats ont été impuissants à résister dans ce même temps aux agitations de leurs peuples. Dans cet état de choses, Nous cependant Nous n'avons pas voulu prescrire autre chose à Nos troupes envoyées sur les confins de Nos États, sinon de maintenir et de faire respecter l'intégrité des États Pontificaux.

Mais comme il en est qui désirent que Nous, aussi, conjointement aux autres peuples et Princes de l'Italie Nous fassions la guerre aux Allemands, Nous avons jugé qu'il était enfin de Notre devoir de déclarer clairement et ouvertement dans Votre assemblée solennelle que cela répugne totalement à Nos résolutions, puisque tout indigne que Nous sommes, Nous tenons en ce monde la place de celui qui est l'auteur de la Paix et qui aime la Charité, et que suivant le devoir de Notre Suprême Apostolat Nous embrassons dans un égal amour de Paternité tous les peuples et toutes les Nations. Que si néanmoins il s'en trouve parmi Nos sujets qui sont entraînés par l'exemple des autres italiens, comment enfin sera-t-il en notre pouvoir de contenir leur ardeur.

Et ici Nous ne pouvons Nous empêcher de reprouver à la face de tous

Sanctae hujus Sedis contumeliam redundat. Et quoniam iidem illi obtrectatores nostri machinationum, quas Nobis affingunt, nullum proferre documentum valentes, in suspicionem adducere connituntur quae gesta a Nobis sunt in temporali Pontificiae ditionis procuratione ineunda: idcirco ut hanc ipsis calumniandi ansam praecidamus, consilium est, totam earum rerum causam hodie in Consessu Vestro clare aperteque explicare.

Ignotum Vobis non est, Venerabiles Fratres, jam inde a postremis temporibus Pii VII, Praedecessoris nostri, praecipuos Europae Principes Apostolicae Sedi insinuandum curasse, ut in civilibus rebus administrandis faciliorem quamdam ac respondentem laicorum desideriis rationem adhiberet. Postmodum anno millesimo octingentesimo trigesimo primo haec illorum consilia et vota solemnius emicuere per celebre illud *Memorandum*, quod Imperatores Austriae et Russiae, ac Reges Francorum, Britanniae, et Borussiae Romam per suos Legatos mittendum existimarunt. Eo quidem in scripto inter cetera actum est tum de Consultorum Consilio ex tota Pontificia Ditione Romam advocando, tum de instauranda seu amplianda Municipiorum constitutione ac de Provincialibus Consiliis instituendis, nec non de hisce ipsis aliisque institutis in omnes Provincias ad communem utilitatem invehendis, ac de aditu laicis dando ad omnia munera, quae sive publicarum rerum administrationem, sive judiciorum ordinem respicerent. Atque haec praesertim duo postrema capita tamquam *vitalia* gubernandi principia proponebantur. In aliis etiam Legatorum scriptis actum est de ampliori venia cunctis, aut fere cunctis tribuenda, qui a fide erga Principem in Pontificia Ditione defecerant.

Neminem porro latet, nonnulla ex his perfecta fuisse a Gregorio XVI Decessore Nostro, ac nonnulla insuper promissa in Edictis, ipso anno 1831 ejus jussu latis. Verum haec Praedecessoris Nostri benefacta votis Principum minus plene respondere visa fuerant, nec satis esse ad publicam utilitatem ac tranquillitatem toto Sanctae Sedis temporali statu firmandam.

Itaque Nos ubi primum inscrutabili Dei judicio in illius locum suffecti fuimus, nullius certe hortatione aut consilio excitati, sed Nostra in subditum temporali Ecclesisticae Ditioni populum singulari caritate permoti, uberiorem indulsimus veniam iis, qui a debita Pontificio Gubernio fidelitate aberraverant, ac subinde nonnulla instituere properavimus, quea prosperitati ejusdem populi profutura judicaveramus. Atque ea omnia, quae in ipso Nostri Pontificatus exordio gessimus, plane congruunt cum iis, quae Europae Principes vel maxime exoptaverant.

Jam vero postquam Deo bene juvante consilia Nostra ad exitum perducta sunt, tum nostri tum finitimi populi prae laetitia gestire, ac publicis gratulationis ac observantiae significationibus ita Nos prosequi visi sunt, ut connitendum Nobis fuerit, quo vel in ipsa hac alma Urbe populares clamores, plausus, conventus nimio impetu erumpentes, ad officii normam revocarentur.

Deinde nota omnibus sunt, Venerabiles Fratres, verba Nostrae ad Vos Allocutionis in Consistorio habito die 4 Octobris superioris anni, quibus et Principum erga subditos sibi populos paternam benignitatem ac propensiora studia commendavimus, et populos ipsos ad debitam in suos Principes fidem atque obedientiam denuo adhortati fuimus. Neque vero postmodum intermisimus, quantum in Nobis fuit, etiam atque etiam omnes commonere et exhortari, ut catholicae doctrinae firmiter adhaerentes, et Dei atque Ecclesiae praecepta servantes, concordiae mutuae, ac tranquillitati et caritati erga omnes studerent.

Atque utinam paternis Nostris vocibus et horationibus optatus respondisset exitus! Sed perspectae cuique sunt publicae, quas supra commemoravimus, commotiones populorum Italiae, nec non alii eventus, qui sive extra Italiam. sive in Italia ipsa, vel antea contigerant, vel postea successerunt Si quis vero contendere velit, ejusmodi rerum eventibus aliquam patuisse viam ex iis, quae Nostri Sacri Principatus initio benevole a Nobis benigneque acta sunt; is certe nullo prorsus modo operae id nostrae adscribere poterit, cum Nos non aliud egerimus quam quae ad temporalis Nostrae ditionis prosperitatem, non Nobis solum, sed etiam commemoratis Pricipibus, opportuna visa fuerant. Ceterum ad eos quod attinet, qui in hac nostra Ditione nostris ipsis beneficiis abusi sunt, Nos quidem divini Pastorum Principis exemplum imitantes, ignoscimus illis ex animo, eosdemque ad saniora consilia amantissime revocamus, et a Deo misericordiarum Patre suppliciter poscimus, ut flagella, quae ingratos homines manent, ab eorum cervicibus clementer avertat.

Praeterea nec succensere Nobis possent supradicti Germaniae Popoli si haudquaquam possibile Nobis fuit eorum ardorem continere, qui ex temporali Nostra ditione plaudere voluerunt rebus contra illis in superiori Italia gestis, et pari atque alii erga propriam nationem studio inflammati in eamdem causam cum caeteris Italiae Populis suam operam conferre. Siquidem et plures alii Europeae Principes, longe majori prae Nobis militum copia pollentes, commotioni pariter suorum populorum hoc ipso tempore absistere non potuerunt. In qua rerum conditione Nos tamen Nostris militibus, ad Pontificiae ditionis fines missis, non aliud mandatum voluimus, nisi ut Pontificii Status integritatem ac securitatem tuerentur,

Verum cum modo nonnulli exoptent, ut Nos quoque cum aliis Italiae Populis et Principibus bellum contra Germanos suscipiamus, officii tandem Nostri esse judicavimus, ut in sollemni hoc Conventu vestro clare ac palam profiteamur, abhorrere id omnino a consiliis Nostris, quandoquidem Nos, licet indigni, vices Illius in terris gerimus, qui Nostri Apostolatus officio omnes gentes, populos, natione pari paterni amoris studio prosequimur atque complectimur. Quod si nihilominus non desint inter Nostros subditos, qui aliorum Italorum exemplo abripiuntur, Nos ipsorum ardorem quo tandem modo cohibere poterimus?

Hoc autem in loco haud possumus quin in conspectu omnium gentium subdola illorum consilia, per publicas etiam ephemerides, variosque libellos manifestata, repudiemus, qui Romanum Pontificem praesidere vellent novae cuidam Reipublicae ex universis Italiae Populis constituendae. Immo hac occasione ipsos Italiae Populos, pro Nostra in eos caritate, summopere monemus et hortamur, ut a callidis hujus generis et ipsi Italiae perniciosis consiliis diligentissime caveant, ac suis Principibus, quorum etiam benevolentiam experti sunt, firmiter adhaereant, atque a debito erga illos obsesequio se avelli nunquam patiantur. Etenim si secus agerent, non solum a proprio officio deficerent, verum etiam periculum subirent, ne eadem Italia majoribus in dies discordiis et intestinis factionibus scinderetur. De Nobis autem iterum atque iterum declaramus, Romanum Pontificem omnes quidem cogitationes, curas, studia sua intendere, ut ampliora quotidie incrementa suscipiat, Christi regnum quod est Ecclesia; non autem ut fines dilatentur

les peuples les desseins captieux de ceux qui, dans les journaux publics et dans divers libelles voudraient faire du Pontife Romain le président d'une certaine nouvelle république qui se composerait de tous les peuples de l'Italie. En outre, Nous choisissons cette occasion pour avertir solennellement et exhorter de tout notre pouvoir les peuples d'Italie par suite de l'amour que nous leur portons, de se garder avec le plus grand soin de ces desseins astucieux et pernicieux à l'Italie elle-même. Nous les exhortons à être fidèles à leurs Princes dont ils ont aussi éprouvé la bienveillance et de ne jamais se laisser arracher à l'obéissance qu'ils leur doivent. S'ils agissaient autrement non seulement ils manqueraient à leurs devoirs, mais encore ils exposeraient l'Italie aux dangers d'être déchirée de plus en plus par des discordes plus grandes et des factions intestines. Quant à Nous, Nous déclarons de nouveau et Nous le répétons que le Pontife Romain dirige toutes ses pensées, ses soins et ses désirs afin que le royaume de Christ qui est l'Église reçoive chaque jour de plus grands accroissemens; et non point pour étendre les frontières de la principauté civile, que la divine Providence a voulu donner au Saint Siège pour en rehausser la dignité et protéger l'exercice du Suprême Apostolat. Ils sont donc dans une grande erreur ceux qui pensent que nous pouvons être séduit par la pensée d'agrandir notre domination temporelle au point de Nous jeter dans le tumulte des armes. Il serait sans doute bien doux à Notre cœur paternel si, par Nos efforts, Nos soins et Nos désirs, il Nous était donné de faire quelque chose pour éteindre les discordes, reconcilier ceux qui se font la guerre et rétablir la paix entre eux.

Pendant que Nous avons appris avec une grande consolation que dans plusieurs lieux en Italie et même au dehors, dans cette grande commotion des choses publiques, Nos enfants fidèles n'ont point manqué à leur devoir envers les choses saintes et les ministres de la religion, Nous déplorons pourtant de tout Notre cœur *qu'on n'ait pas eu partout le même respect.* Et Nous ne pouvons Nous empêcher de déplorer en Votre présence cette funeste habitude, qui s'est particulièrement répandue de Nos jours, de publier toute espèce de libelles dangereux, dans lesquels on fait une guerre écharnée à Notre sainte Religion, à la pureté des mœurs, et par lesquelles on allume les perturbations civiles et les discordes, on demande les biens de l'Église, on s'attaque à ses droits les plus sacrés et on déchire toute honnête homme par des fausses récriminations...

Telles sont, Vénérables Frères, les choses que Nous avons jugé devoir Vous communiquer aujourd'hui. Il Nous reste d'offrir tous ensemble dans l'humilité de Notre cœur des prières assidues et ferventes à Dieu très-bon et très-puissant, afin qu'il daigne défendre sa Sainte Église contre tous ses adversaires, Nous regarder Nous même du haut de la céleste Sion, Nous protéger, et ramener tous les Princes et les peuples à la paix et à la concorde.

PIE PAPE IX.

Quand Dieu par une disposition admirable Nous appela, sans que Nous le méritassions, à succéder à tant de Souverains Pontifes illustres par leur sainteté, leur science, leur prudence et les autres vertus, Nous reconnûmes à l'instant l'importance même, le poids immense, et les énormes difficultés de la grande charge que Dieu Nous confiait; et élevant vers lui les regards de Notre esprit, Nous l'avouerons franchement, découragé et accablé, Nous le priâmes de Nous assister avec une abondance extraordinaire de lumières et de grâces de toute sorte. Nous n'ignorions pas la position, sous tous les rapports, difficile dans laquelle Nous Nous trouvions, au point que ce fut un véritable prodige du Seigneur si dans les premiers mois de Notre Pontificat, Nous ne succombâmes point à la seule considération de tant de maux, qui semblaient user sensiblement Notre existence. Elles ne suffisaient pas pour calmer Nos appréhensions, les démonstrations affectueuses que Nous prodiguait un peuple que Nous avions toute raison de croire attaché à son Père et Souverain et c'est pour cela que Nous Nous tournions avec plus d'élan vers Dieu pour en implorer les secours par l'intercession de sa Très-saint-Mère des Saints Apôtres *protecteurs de Rome et des autres* bienheureux habitants du Ciel. Cela fait, Nous examinâmes la rectititude de Nos intentions, et ensuite après avoir pris conseils de quelques-uns et quelque fois de tous les Cardinaux, Nos frères, Nous produisîmes toutes ces dispositions, relatives à l'organisation de l'État, qui ont paru l'une après l'autre jusqu'à ce jour. Elles furent accueillies avec ce contentement et cet enthousiasme que tous connaissent, et qui compensaient abondamment les angoisses de notre cœur. Cependant survenaient les grands événements, non seulement de toute l'Italie, mais de presque toute l'Europe. Réchauffant les esprits ils firent concevoir le dessein de former de l'Italie une Nation plus unie, plus compacte, capable d'occuper une place au premier rang. Ce sentiment fit soulever une partie de l'Italie qui brûlait de s'émanciper. Les peuples eurent recours à la guerre et les parties belligérantes se disputent encore les armes à la main. Une partie de Nos sujets ne put se contenir, courût spontanément s'organiser en milice; mais une fois organisée et pourvue de chefs elle reçut l'ordre de s'arrêter aux frontières de l'État. Et c'est avec cet ordre que s'accordaient les explications données par Nous aux représentants des Nations étrangères, comme aussi les plus chaudes exhortations faites à ces mêmes soldats qui voulurent se présenter à Nous avant leur départ. Personne n'ignore les paroles que Nous avons prononcées dans Notre dernière allocution, c'est-à-dire qu'il ne Nous appartient point de déclarer la guerre, mais dans le même temps Nous protestons que Nous sommes incapable de mettre un frein à l'ardeur de cette partie de Nos sujets qui est animée du même esprit de Nationalité que le reste des Italiens. Et ici, Nous ne voulons point passer sous silence que Nous n'avons pas oublié, même en pareille circonstance, les soins de Père et de Souverain, en pourvoyant de la manière que Nous avons crue la plus efficace, à la plus grande sureté possible de ses fils et sujets qui se trouvent déjà exposés, sans que Nous le voulussions aux hazards de la guerre. Nos paroles sus-mentionnées ont provoqué une commotion qui menace de se traduire en actes violents, et qui ne respectant pas les personnes, foulant aux pieds tous les droits, tend (Grand Dieu notre cœur se glace d'effroi en le prononçant!) à rougir les rues de la capitale du monde Catholique du sang de Personnes Vénérables, victimes innocentes désignées pour assouvir les passions effrénées de ceux qui ne veulent pas raisonner. Et ce sera là la récompense à laquelle devait s'attendre un Souverain Pontife pour les nombreux gages de son amour envers le Peuple. O mon Peuple que t'ai-je fait? *Popule meus quid feci tibi*? Ils ne s'aperçoivent pas ces malheureux, qu'outre le crime énorme dont ils se souilleraient et le scandale incalculable qu'ils donneraient au monde entier, ils ne feraient qu'outrager la cause qu'ils prétendent défendre, en remplissant Rome, l'État et l'Italie d'une série non interrompue de maux? Et dans ce cas comme dans d'autres semblables (que Dieu les éloigne!) pourrait-il jamais demeurer oisif le pouvoir spirituel que Dieu Nous a donné? Que tous sachent une fois que Nous connaissons la grandeur de Notre dignité et l'étendue de Notre pouvoir.

Sauvez, Seigneur, de tant de maux cette Rome qui est à Vous, éclairez ceux qui ne veulent pas écouter la voix de Votre Vicaire, rappelez-les tous à de plus sages desseins, faites qu'obéissants à Celui qui les gouverne, ils passent moins tristes leurs jours dans l'exercice des devoirs de bons Chrétiens sans lesquels on ne peut être ni bons sujets ni bons citoyens.

Donné à Rome, près de Saint-Marie Majeure le premier mai 1848, de Notre Pontificat la seconde année.

PIE PAPE IX.

Civilis Principatus, quo divina providentia Sanctam hanc Sedem donatam voluit ad ejus dignitatem, atque ad liberum supremi Apostolatus exercitium tuendum. Magno igitur in errore versantur qui animum Nostrum amplioris temporalis dominationis ambitu seduci posse arbitrantur, ut Nos mediis armorum tumultibus injiciamus. Illud sane paterno Nostro cordi jucundissimum foret, si opera, curis, studiisque Nostris quidpiam conferre datum esset ad restinguendos discordiarum fomites, ad conciliandos invicem bellantium animos, atque ad pacem inter ipsos restituendam.

Interea dum non levi animi Nostri consolatione accepimus, pluribus in locis ne dum in Italia, sed etiam extra illam, in tanto hoc rerum publicarum motu, fideles filios nostros suo erga res sacras sacrorumque ministros obsequio non defuisse, dolemus tamen toto animo hanc illis observantiam non ubique fuisse servatam. Nec Nobis temperare possumus, quin lamentemur tandem in Consessu hoc vestro funestissimam illam consuetudinem, nostris temporibus praecipue grassantem, exitiales omnes genus libellos in lucem edendi, quibus aut sanctissimae nostrae religionis, morumque honestati teterrimum bellum infertur, aut civiles perturbationes ac discordiae inflammantur, aut Ecclesiae bona impetuntur, et sacratiora quaeque illius jura oppugnantur, aut optimi quique viri falsis criminationibus lacerantur...

Haec Vobis, Venerabiles Fratres, hodierno die communicanda censuimus. Restat nunc, ut una simul in humilitate cordis Nostri assiduas fervidasque Deo Optimo Maximo offeramus preces, ut Ecclesiam suam sanctam ab omni adversitate defendere velit, ac Nos propitius de Sion respicere ac tueri, atque omnes principes et populus ad exoptatae pacis et concordiae studia revocare dignetur.

PIVS PP. IX.

Quando Iddio con una disposizione mirabile Ci chiamò a succedere, immeritamente, a tanti Sommi Ponteflci illustri per dottrina, e per altre virtù Noi conoscemmo all'istante l'importaaza, il sommo peso, e le difficolià gravissime del grande incarico che Dio Ci affidava; e alzati a Lui gli sguardi della Nostra mente, lo diremo francamente, scoragiati ed opressi, Lo pregammo ad assisterci con un'abbondanza straordinaria di lumi, e di grazie di ogni maniera. Non ignoravamo la posizione sotto tutti i rapporti difficile nella quale Ci trovavamo, per cui fu un vero prodigio del Signore, se nei primi mesi del Pontificato noi non soccombemmo alla sola considerazione di tanti mali, che Ci pareva venisse logorandoci sensibilmente la vita. Non bastavano a calmare le Nostre apprensioni le dimostrazioni di affetto che Ci prodigava un Popolo, che avevamo tutta la ragione di credere affezionato al proprio Padre e Sovrano, per cui volgemmo con maggiore efficacia ad implorare i soccorsi da Dio, per la intercessione della Sua Madre SSma, dei SS. Apostoli Protettori di Roma, e degli altri beati Abitatori del cielo. Con queste premesse esaminammo la rettitudine delle Nostre intenzioni, e quindi dopo aver preso i consigli di alcuni, e tal volta di tutti i Cardinali Nostri Fratelli, emanammo tutte quelle disposizioni relative all'ordinamento dello Stato, che a mano a mano sono comparse fin qui. Furono queste accolte con quel contetamento, e quel plauso che tutti conoscono, e che servivano di abbondante compenso al Nostro Cuore. Intanto sopravvenivano i grandi avvenimenti non solo d'Italia, ma di quasi tutta l' Europa, i quali riscaldando gli animi fecero concepire il disegno di formare dell'Italia una Nazione più unita e compatta, da potersi mettere al livello delle altre primarie. Questo sentimento, fece insorgere una parte d'Italia anelante di emanciparsi. Corsero i popoli alle armi, e colle armi si stanno ancora misurando i contendenti. Non si ristette una parte dei Nostri Sudditi dall' accorrere spontaneamente a formarsi in ordine di milizia; ma organizzati, e provveduti di Capi, ebbero istruzione di arrestarsi ai confini dello Stato. E a queste istruzioni concordavano le spiegazioni che demmo a' Rappresentanti di estere Nazioni, e persino le più calde esortazioni a que' Militi stessi, che a Noi vollero presentarsi prima della loro sortita. Nessuno ignora le parole da Noi pronunziate nell'ultima Allocuzione, cioè che Noi siamo alieni dal dichiarare una guerra, ma nel tempo stesso Ci protestiamo incapaci d'infrenare l'ardore di quella parte di Sudditi che è animata dallo stesso spirito di nazionalità degli altri Italiani. E qui non vogliamo tacervi di non aver dimenticato anche in tal circostanza le cure di Padre e Sovrano provvedendo, ne' modi che reputammo più efficaci, alla maggiore incolumità possibile di que' figli e sudditi che già si trovano senza Nostro volere esposti alle vicende della guerra. Le Nostre parole di sopra accennate hanno destata una commozione che minaccia d'irrompere ad atti violenti, e non rispettando nemmen le Persone, calpestando ogni diritto, tenta (o Gran Dio ci si gela il cuore nel pronunziarlo!) di tingere le vie della Capitale del Mondo Cattolico col sangue di veneraade Persone, designate vittime innocenti per saziare le volontà sfrenate di Chi non vuol ragionare. E sarà questo il compenso che si attendeva un Pontefice Sovrano ai moltiplicati tratti dell'amor suo verso il Popolo? Popule meus quid feci tibi? *Non si avveggono questi infelici, che oltre l'enorme eccesso del quale si macchierebbero, e lo scandalo incalcolabile che darebbero a tutto il mondo, non farebbero che oltraggiare la Causa che pretendono di trattare, riempiendo Roma, lo Stato, e l'Italia tutta di una serie infinita di mali? E in questo o simili casi (che Dio tenga lontani) potrebbe mai rimanere ozioso nelle Nostre mani il potere spirituale che Dio ci ha dato? Conoscano tutti una volta che Noi sentiamo la grandezza della Nostra dignità e la forza del Nostro potere.*

Salvate o Signore, la Vostra Roma da tanti mali. illuminate coloro che non vogliono ascoltare la voce del Vostro Vicario, riconducete tutti a più sani consigli, sicchè obbedienti a Chi li governa, passino men tristi i loro giorni nell'esercizio dei doveri di buoni Cristiani, senza di che non si può essere nè buoni sudditi, nè buoni cittadini.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem die prima Maii 1848. *Pontificatus Nostri Anno secundo.*

PIUS PAPA IX.

DURAND (DE CASSIS) Directeur et gérant responsable.
Imprimerie des Classiques de Joseph Brancadoro.

VENDREDI 5 MAI. DIEU ET PATRIE. ANNÉE 1848 N. XVII.

LE CAPITOLE

JOURNAL FRANÇAIS ET ITALIEN.

MAINTENIR LE BIEN PARTOUT OÙ IL EST; METTRE LA MORALE PARTOUT OÙ ELLE N'EST PAS!

PRIX DE L'ABONNEMENT

Rome et les États Pontificaux : Un an 25 fr. Six mois 15 fr.

L'Espagne, l'Angleterre et tous les Pays non nommés; Un an 40 fr. Six mois 22 fr. (avec affranchissement jusqu'aux frontières)

Cette feuille paraît les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine.

ON S'ABONNE; à Rome, au bureau de la Direction rue de la Croix N. 14. — à Paris, chez Sagnier et Bray, libraires rue des SS. Pères, 64 — à Lyon, chez M. Marteau et C. Place de S. Nizier N. 6. — à Marseille, chez M. Ve. Camoin Libraire, place Royale, et dans tous les bureaux de poste. *(Affranchir toute demande individuelle d'abonnement et non les collectives).*

PRIX DE L'ABONNEMENT

Rome et les États Pontificaux : Un an 25 fr. Six mois 15 fr.

L'Italie, la France, la Corse, l'Algérie, la Belgique et la Suisse: Un an 30 fr. Six mois 17 fr. (avec affranchissement jusq'aux frontières)

ROME 4 MAI.

— L'on dit communément : « La vie est assez triste par elle-même sans en augmenter encore la douleur en se créant des maux imaginaires. » — De là le besoin que nous éprouvons de dire à nos frères de Rome et d'Italie: L'on ne parvient point irrévoquablement à ressusciter sa nationalité, à reconquérir son indépendance sans passer par une tourmente nécessaire, par des épreuves inévitables. N'allons pas, cependant, rendre nos jours plus sombres, nos nuits plus tourmentées en nous livrant à des considérations qui n'ont quelque chose de triste et de douloureux, qu'autant qu'on ne les met point en regard d'autres considérations propres à reproduire le calme dans l'esprit, à rétablir la confiance dans le cœur et à faire avancer vers le bien être définitif par l'espérance. Aujourd'hui, ce sont les opérations de la guerre qui ne s'exécutent point avec la rapidité que nous désirerions, mais alors pourquoi ne pas nous confier entièrement à la sagesse de ceux qui les dirigent? Nous ne sommes plus au temps de Napoléon où l'on disait: moyennant le sacrifice de tant de milliers d'hommes, j'arrive à occuper telle position qui doit me favoriser pour le combat décisif. Vos chefs, à vous, ne sont pas seulement des braves, désireux de s'illustrer encore plus dans mainte occasions; mais ils sont aussi vos Pères, et comme tels n'ayant que de véritables fils de leur tendresse, à l'entour d'eux, ils font volontiers le sacrifice d'une moisson de gloire, pour épargner un sang qui leur est si cher. Demain, ce sera un officier qui prenant congé du Saint Père en reçoit une parole d'une sagesse infinie, mais qui, détournée de son véritable sens, jette dans les esprits un doute commenté de cent mille manières. Cependant, quoi de plus naturel qu'un Souverain Pontife chargé de bénir Juifs et Gentils déclare n'être en guerre avec personne !

— L'on dira : mais ce Souverain Pontife est également un Monarque, ayant un État sous le soleil, qu'il lui importe de conserver dans toute son intégrité. — Rien de plus vrai, et voilà pourquoi aussi tout s'exécute comme on l'a exprimé si éloquemment : nos frères marchent à l'ennemi, couverts de la bénédiction de notre immortel Pontife et guidés par l'épée de Charles Albert. Maintenant, ce qui détruirait un si bel ensemble, ferait d'une position vraie et louable la position la moins approuvée et la plus fausse; ce qui ferait de la plus belle merveille de nos temps modernes une autre anomalie des siècles écoulés, ce serait de croire que notre bien-aimé Pie IX fut obligé de prendre l'habit d'un héraut d'armes pour s'en aller porter dans l'un des plis de sa toge la guerre ou la paix devant qui que ce soit. N'intervertissons pas les rôles: la guerre a lieu malheureusement, (nous parlons ainsi, parce qu'il vaudrait mieux que l'injustice se fît à elle-même justice) et elle continuera, jusqu'à ce qu'une victoire complète assure la paix à l'Italie, sans que nous cessions d'avoir au Quirinal le meilleur et le plus tendre des Pères, toujours prêt à nous bénir dans la joie comme dans les larmes, et autorisé à se dire lui-même en paix avec tout le monde, parce qu'il n'a pas d'autres armes entre ses mains que la croix sur laquelle a expiré la pacificateur de la terre, et l'unique médiateur entre elle et le Ciel.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. — Nous avons dit précédemment que l'unique moyen pour un peuple d'arriver aux réformes sociales, nécessitées dans son sein par le besoin des temps, c'était d'aller à elles, guidé par les principes politiques qui lui sont propres ou naturels. Pourquoi donc ce peuple, nécessairement désireux de bien-être, ne s'empresse-t-il pas de recourir à ce moyen? *C'est que*, comme l'a dit le spirituel Pope, *il en est de nos opinions comme de nos montres*. Pas une ne va *de même, et tout le monde s'en rapporte à la sienne.*

Aujourd'hui, demandons à ce même peuple comment il vivra dans son élément social, et nous allons le voir nous répondre: par la *liberté*, l'*égalité*, la *fraternité*. C'est précisément notre manière de voir. Cependant, comme ces mots ne sont rien par le simple énoncé, alors qu'ils sont tout par l'application, ce même peuple voudrait-il bien nous apprendre par quelle voie il espère les réaliser dans son sein? Certes, les conseils abondent de la part des *égalitaires*, des *fraternitaires*, des *humanitaires*, des *unitaires*, des *communitaires ou icariens*, des *communistes*, des *communionistes*, des *communautistes*, des *rationalistes*.... Mais comme il est un axiôme, aussi vieux que le monde, conçu en ces termes: *nemo dat quod non habet*, toutes ces différentes sectes politiques pourront-elles réaliser au profit de la société universelle ce qu'elles cherchent encore en vain d'établir au sein de leurs propres fractions? Assurément non. D'ailleurs, voici Rousseau, qui ne peut être suspect en pareille matière, nous disant dans son histoire du Gouvernement de Pologne: *La liberté est un aliment de bon goût, mais de forte digestion, et il faut des estomacs bien sains pour la supporter. Je me ris*, ajoute-t-il, *de ces peuples avilis*

ROMA 4 MAGGIO.

— Dicesi comunemente: « La vita è abbastanza infelice per se stessa senza aver bisogno aumentarle dolori, creandosi mali immaginari ». Da ciò crediamo indispensabile dire ai nostri fratelli di Roma e d'Italia: Non si giunge certamente a resuscitare la propria nazionalità, a riconquistare la sua indipendenza senza passare per tormenti necessari, per prove inevitabili. Non ci andiamo, intanto, a rendere i nostri giorni più tenebrosi, le nostre notti più agitate col lasciarci trascinare a considerazioni che non hanno altra cosa di tristo e di doloroso che a misurarle con altre considerazioni proprie a riprodurre la calma nello spirito, a ristabilire la confidenza nei cuori, e a fare avanzare verso il ben essere definitivo per mezzo della speranza. Oggi sono le operazioni della guerra che non sono eseguite con la rapidità che si desiderarebbero, ma allora perchè non confidare intieramente alla savíezza di quei che le diriggono? Non siamo più ne' tempi di Napoleone che ci diceva: col sagrificio di tanti migliaja di uomini giungo ad impadronirmi di questa posizione che può favorire pel combattimento decisivo. I vostri capi, non sono solamente de'bravi, desiderosi d'illustrarsi ancor più in diverse occasioni, ma sono ancor vostri Padri, e come tali non avendo che veri figli delle loro tenere viscere intorno ad essi, fanno volentieri sagrifici di gloria per risparmiare un sangue che è caro. Domani sarà un Officiale che congedendosi dal S. Padre ne riceverà parole d'infinita savíezza, ma che interpretate in senso diverso, gettano negli spiriti un dubbio commentato in mille maniere. Però, qual cosa più naturale che un Pontefice mandato a benedire Giudeci e Gentili dichiari di non essere in guerra con niuno?

Dirassi: ma questo Pontefice è egualmente un monarca, avendo uno stato sotto il sole che gli bisogna conservare in tutta la sua integrità! — Vero verissimo, ed ecco perchè tutto si eseguisce come si è espresso con tanta eloquenza; i nostri fratelli marciano contro il nemico, ripieni di benedizioni del nostro immortale Pontefice e guidati dalla spada di Carlo Alberto. Ora ciò che distruggerebbe un sì bell'insieme, una vera posizione, per una falza; sarebbe più bella meraviglia de' nostri tempi moderni un'altra anomalia di secoli scorsi sarebbe il credere che il nostro amatissimo Pio IX fosse obligato di vestire l'abito da Eroe d'armi per andarsene a portare in una piega della sua toga la guerra o la pace dinanzi a chi si sia. Non sconvolgiamo l'ordine! la guerra ha luogo disgraziatamente (così parliamo perchè tornerebbe meglio che la ingiustizia da se stessa si formasse giustizia) e continuerà finchè una completa vittoria non assicuri la pace all'Italia, senza che cessiamo di avere al Quirinale il più buono il più tenero de' Padri, sempre pronto a benedirci nella gioja come nelle lagrime, autorizzato a dire a se stesso in pace con tutti, perchè altre armi non esistono nelle sue mani che la Croce sulla quale è morto il Pacificatore della terra.

LIBERTA', EGUAGLIANZA, FRATERNITA'. — Si è già detto che l'unico mezzo per un popolo onde giungere alle riforme sociali, resesi necessarie per i tempi guidato da principj politici che gli sono propri e naturali. Perchè dunque questo popolo necessariamente desideroso di un benessere non si dà egli tutta la fretta di ricorrere ad un tal mezzo? *È perchè* come lo disse gia lo spirituale Pope, *le nostre opinioni marciano a guisa dei nostri oriuoli*. Non ve n'è neppure uno *che vada nello stesso senso e ciascuna fa stima del suo proprio.*

Domandiamo oggi a questo stesso popolo come viverà egli nel suo elemento sociale, e noi ci sentiremmo rispondere: colla *libertà l'eguaglianza, la fraternità*: Tale è precisamente la nostra maniera di vedere. Però siccome queste parole semplicemente pronunziate a nulla servono, mentre applicate si realizzano in tutta la loro estenzione, questo stesso popolo, potrebbe egli dire per quali mezzi tenta di realizzarle nel proprio seno? Certo non mancano consigli dalla parte di quei che *predicano l'eguaglianza*, di quei che la *fraternità, l'umanità* per parte degli *unitari, dei communitarii, o cariani, communisti, communionisti, communatisti e razionalisti*... siccome avvi un assioma sì vecchio che il mondo stesso in questi termini: *nemo dat quod non habet*, tutte queste differenti sette possono elleno realizzare a pro della società universale ciò che cercano invano di realizzare nel seno stesso delle loro medesime fazioni? certo che no. D'altronde eccovi Rousseau, che non può essere certamente sospetto in simili materie, dicendoci nella sua istoria del Governo di Polonia: « *La libertà è un alimento di buon gusto, ma di una pericolosa digestione, e vi abbisognano stommachi ben sani per sopportarla. Mi fan ridere*, aggiunge, *que' popoli avviliti che lasciandosi riscaldare da certi agitatori, osano parlare di libertà senza averne neppure l'idea. Il cuore ripieno di tutti i vizi dei schiavi, s'immaginano che per essere liberi, basta essere sediziosi.* «

qui, se laissant ameuter par des ligueurs, osent parler de liberté sans même en avoir l'idée. Le cœur plein de tous les vices des esclaves, ils s'imaginent que, pour être libres, il suffit d'être des mutins.

C'est nous dire par-là que nous devons toujours considérer à l'entour de nous si nous ne serions pas menacés d'être séduits par de fausses apparences. Arrière donc tous ceux qui parlent et écrivent sur la *liberté*, l'*égalité*, la *fraternité* avec l'accent le plus pathétique et sous les couleurs les plus éblouissantes, mais qui en attendent et en promettent la réalisation par des systèmes ou utopies diamétralement opposés à la merveilleuse et divine institution de l'Église qui l'a toujours garantie au monde et la lui garantira toujours.... Écoutez plutôt:

Il y a dix huit cents ans, un arbre fut planté sur un Calvaire de l'Asie. Tous, nous en connaissons la véritable histoire. Son image resplendit sur les plus beaux monuments de l'art. La poésie, la peinture, la sculpture se sont épuisées à parler de lui, et à lui faire une auréole de respect, d'adoration et d'amour.

Or, d'où lui viennent ces hommages que les hommes lui ont décerné? Pourquoi s'y sont-ils abrités à son ombre? Est-il besoin de le demander? Cet arbre ne portait-il pas, cloué à ses flancs, comme sur un lit d'honneur, le premier martyr de la vérité, le libérateur des nations? C'est sur ce bois, monument de folie pour le peuple qui le plantait, mais signe de délivrance pour l'humanité, que le CHRIST inaugurait le règne de la *liberté*, de l'*égalité*, de la *fraternité*.

Ces trois vertus qui brillent comme trois soleils à l'horizon de l'Eglise, c'est donc le divin supplicié qui en a doté le monde. Elles étaient écrites sur l'arbre de la rédemption avant de l'être sur les drapeaux d'aucune nation; elles étaient un dogmé chrétien avant de devenir un dogme politique. Disons mieux, elles sont la *page* fondamentale de l'Évangile et en résument toute la morale.

Reste à la bien comprendre, CETTE PAGE, et à la réaliser parmi nous. Or, où en trouverons-nous l'expression la plus vraie, l'application la plus sincère, la plus large? Nous l'affirmons avec bonheur et nous défions la plus haute intelligence de nous contredire.... *C'est au sein de l'Église*, et de l'*Église seule*. Elle en est le vivant commentaire, comme elle en est la fidèle et incorruptrice gardienne.

Examinons tout cela ensemble; et d'abord, la LIBERTÉ! — L'Église peut-elle ne pas l'aimer, ne pas l'adorer? Eût-elle vécu si LE CHRIST ne l'avait établie sur les ruines du despotisme païen, sur les débris de cette tyrannie séculaire qui ne permettait pas à la vérité de poser le pied sur ses frontières? L'Église ne s'est soutenue, n'a grandi que par la *liberté*, et quand les puissances de ce monde l'ont chargée de chaînes, c'est la *liberté* qui les a déliées. Elle la veut donc, parce qu'elle est sa sauvegarde, sa force et sa vie.

— Mais comment la veut-elle? Elle la veut franche, régulière, respectant les droits, le domicile, le foyer domestique, le travail, l'industrie, la propriété. Elle la veut sans entraves pour la conscience, afin qu'elle aille à Dieu par le chemin qu'il lui plaira; sans entraves pour les cultes, afin que leur exercice soit sans restriction. Sans entraves pour la science, et par une conséquence rigoureuse sans entraves pour l'enseignement et pour l'éducation. Voilà la *liberté vraie*, la *liberté sage, éclairée*, telle que Dieu l'a faite, telle que l'Église la demande pour *vous* et pour *elle*, et pour *tous*, et pour *toujours*.

—L'ÉGALITÉ!... C'est encore un fruit cueilli sur l'arbre de la rédemption. Au de là du Calvaire nous voyons des systèmes d'exclusion, des catégories, des castes, des maîtres et des esclaves, des dominateurs et des asservis... nulle part l'ÉGALITÉ. *Que le premier parmi vous soit le serviteur de tous*, avait dit le Christ. Or, l'Église n'accepte pas seulement cette parole, elle la fait passer dans toutes ses lois, dans toutes ses institutions. Ce n'est pas à la splendeur du rang qu'elle regarde, c'est à la splendeur de l'âme. A ses yeux, riches et pauvres, ouvriers et patrons, sujets et rois, sont les enfants du même père qui les traite en égaux. C'est pour tous la même protection, la même bienveillance, le même intérêt. A leur entrée dans la vie, elle les accueille avec les mêmes prières, elle les nourrit du pain de la même doctrine; et quand leur dernière heure est venue, elle les endort dans le tombeau au chant du même amour, au cantique de la même espérance.

— La FRATERNITÉ!... Mais c'est l'essence du Christianisme. C'est *l'os de ses os, la chair de sa chair*. Retranchons la *fraternité*, et il n'y a plus d'Évangile, nous en déchirons toutes les pages. *Aimez-vous les uns les autres.* AIMEZ-VOUS COMME DES FRÈRES. Ces paroles, qu'il faudrait graver en *lettres d'or* sur tous les coins des rues d'une cité, au milieu de ses places et promenades publiques, au commencement et à la fin de toutes les routes d'un Empire.... d'où nous sont-elles venues? Les avons-nous recueillies sur les lèvres d'un *homme*, d'un *législateur*, d'un *réformateur*, d'un *économiste* de ce monde? Non, et mille fois non! C'est un cri sorti de l'ardente poitrine de l'*Apôtre de la fraternité*, et tous les jours il sort du plus profond des entrailles de l'ÉGLISE.

— *Aimez-vous comme des frères!* Donc il n'y a parmi nous *ni Juifs*, *ni Grecs, ni Scythes, ni Barbares*. AIMEZ-VOUS COMME DES FRÈRES! Donc plus de dénominations odieuses, plus de tables de proscription, plus de lois de suspects, plus de vainqueurs, plus de vaincus. AIMEZ-VOUS COMME DES FRÈRES! Par conséquent à la haine qui divise, substituons l'amour qui unit. Sur les ruines de l'égoïsme qui concentre tout en lui, proclamons l'expansion de la bienfaisance qui vit pour les autres, de la bienfaisance au cœur de feu pour les pauvres sans pain, pour l'ouvrier sans travail, pour le vieillard infirme et souffrant.

Con ciò vuole dirci che dobbiamo assai bene considerare, e rimirare intorno noi se vi è chi vuole sedurci con false apparenze. Lungi adunque da noi tutti quei che parlano, e scrivono: *sulla libertà*, *sull'eguaglianza e sulla fraternità* coll'accento il più patetico, e sotto i colori i più seducenti? non possiamo attenderne la realtà che in quella istituzione divina che sempre ce l'ha garantita, e sempre ce la garantirà ... Ascoltiamo piuttosto:

Sono ormai diciotto secoli da che un albero fu piantato sopra un Calvario di Asia. Chi è che non ne conosce la vera istoria. La sua immagine risplendette su i più bei monumenti dell'arte. La poesia, la pittura, la scoltura le arti belle tutte stanche di parlarne e fargli un aureolo di rispetto, di adorazione, di amore.

Ora da dove tutti questi omaggi che gli uomini gli hanno tributato? Perchè mai l'ombra di questo santo albero è servito loro mai sempre di ricovero? E che forse è necessario domandarne? Non era egli quest'albero che inchiodato portava, come sopra un letto di onore, il primo martire della verità, il liberatore delle nazioni? Su quest'albero, monumento di follia pel popolo che lo piantava, segno però di libertà per l'umanità sopra di che Cristo inaugurava il regno della *libertà*, dell'*eguaglianza*; della *fraternità*.

Queste tre virtù che brillano come tre risplendenti Soli all'orizzonte della chiesa, è stato dunque il divin giustiziato che le ha date al mondo. Esse erano scritte sull'albero della redenzione pria di esser sulli drappelli delle nazioni tutte; erano esse un domma cristiano pria di convertirsi in domma politico. Diciamo meglio, esse sono la *pagina* fondamentale del Vangelo reassumendo tutta la morale.

Altro non ci resta, che a ben comprendere QUESTA PAGINA ed in noi realizzarla. Ora, dove troveremo noi la espressione la più vera, l'applicazione la più sincera, la più larga? Noi con piacere possiamo affermarla, e sfidiamo la più alta intelligenza a contradirci ... *è nel seno della Chiesa*, e nella sola Chiesa. Questa n'è il parlante commentario come n'è il fedele, l'infallibile custode.

Esaminiamone, se così piace, insieme; e primieramente, la LIBERTA'! La Chiesa può ella fare a meno di non amarla, di non adorarla? Come avrebbe ella vissuto se CRISTO non l'avesse stabilita sulle ruine del dispotismo pagano, sugli avanzi delle tirannie laicali che non permettevano alla verità di posare il piede sulle sue frontiere? La Chiesa non si è sostenuta, non ha progredito che nella *libertà* e quando le potenze del mondo l'hanno incatenata, la sola *libertà* le ha tolto le catene. Dunque Essa la vuole, perchè è la sua salvaguardia, la sua forza, la sua vita.

Ma in che maniera la vuole? Ella la vuole franca, ordinata, rispettando i diritti, il domicilio, i focolari domestici, il lavoro, l'industria, le proprietà. La vuole senza lacci nelle coscienze, onde andare al suo Dio per quella strada che più piacerà; senza impacci nei culti, onde sia loro senza restrizione; senza ostacoli nelle scienze e per una conseguenza rigorosa, senza ostacoli nell'insegnamento, nell'educazione. Ecco la *vera libertà* la *savia libertà illustrata*, come Iddio stesso l'ha fatta, come la Chiesa la domanda per voi e per essa, per tutti, e per sempre.

L'*eguaglianza*!... è ancor questo un frutto colto dall'albero della redenzione. Al di là del Calvario vediamo sistemi di esecuzione, di categorie, di partiti, di padroni, e di schiavi, di dominaiori, e di soggetti... in niun luogo l'EGUAGLIANZA. « *Che il primo di voi sia il servo di tutti*, avea già detto il Cristo. Ora la Chiesa non accetta solamente questa parola, ma la fa passare in tutte le sue leggi, in tutte le sue istituzioni. Non riguarda già la nobiltà dell'ordine, ma si bene quella dell'anima. Ai suoi occhi, ricchi e poveri, servi e padroni, sudditi e re sono figli del medesimo padre che tutti tratta con egualianza. Per tutti la medesima protezione, la medesima benevolenza, il medesimo interesse. Nell'entrar che essi fanno in vita, li accoglie colle medesime preci, li nudrisce col pane della medesima dottrina; e giunto l'ultimo loro momento, li riposa nella tomba col canto del medesimo amore, col canto della stessa speranza.

La FRATERNITA'!... Non è questa l'essenza del Cristianesimo? E *l'osso delle sue ossa la carne della sua carne*. Togliamo la *fraternità*, ed il vangelo non esiste più, tutte le sue pagine vengono stracciate. « *Amatevi scambievolmente.* » AMATEVI COME FRATELLI. Queste parole, che farebbe d'uopo imprimere a *lettere d'oro* in tutte le contrade di una città, in mezzo alle piazze, e nei pubblici passeggi, dal principio fino al fine delle vie di un regno, da dove ci sono venute? Le abbiamo ricevute da un *uomo* da un *legislatore*, da un *riformatore* da un *economico* di questo mondo? No, e mille volte no! E un grido sortito dall'ardente petto dell'*apostolo della fraternità* ed ogni giorno sorte dalle più profonde viscere della CHIESA.

« *Amatevi come fratelli!* Dunque tra noi non vi è nè *Giudeo*, nè GRECO, ne *Scita*, ne *Barbari*. AMATEVI COME FRATELLI. Dunque lungi da noi i nomi odiosi, lungi le tavole di proscrizione, le leggi di sospetti, non più vincitori e vinti. » AMATEVI COME FRATELLI! Per conseguenza all'odio che divide sustituiamo l'amore che unisce i cuori. Sulle ruine dell'egoismo che concentra tutto in lui, proclamiamo l'espanzione della beneficenza che ha vita per gli altri, di quella beneficenza che ha un cuore ardente per sollevare i poveri senza pane, per l'artefice privo di lavoro, per il vecchio infermo e travagliato.

CHRONIQUE

— Les événements de Rome continuent à être de la plus grande importance et nous les enregistrons purement et simplement.

L'agitation et l'incertitude du peuple sont en ce moment encore grandes et vives; et dans les jours passés l'on n'a trouvé aucune manière d'accommoder les affaires.

Lundi dans l'après midi on voulut prendre connaissance de la correspondance des cardinaux, chose qui n'eut pas lieu grâce aux paroles conciliantes du Duc de Rignano et d'un sergent de la garde civique. Le cardinal de la Genga qui était gardé dans ses appartements par la garde civique, fut conduit au Quirinal dans un carosse du palais apostolique. On ne voulut en aucune manière laisser partir le cardinal Bernetti, pas même sur les instances des autorités supérieures. D'autres cardinaux ont aussi

CRONICA

Gli avvenimenti di Roma, seguono ad essere di grande importanza, e noi *storicamente* li riportiamo.

L'agitazione e la dubbiezza del popolo è tuttora grande e viva: nè modo alcuno si è offerto ne' giorni scorsi di sistemare le cose.

Lunedì dopo il mezzogiorno si tentò di far pubblica lettura in Campidoglio delle corrispondenze de' Cardinali, cosa che poi non seguì per le parole persuasive del Duca di Rignano e di un sargente civico. Il Cardinal della Genga ch'era guardato ne' suoi appartamenti dalla guardia civica fu con una carrozza de' Palazzi Apostolici trasportato al Quirinale. Il Cardinal Bernetti non si volle in nessun conto consegnare neppure alle autorità superiori. Altri Cardinali furono anche guardati a vista. Altre persone sono state imprigionate, come per esempio i sopraintendenti delle carceri Gaspare

été gardés à vue. Quelques personnes ont été incarcerées, entr'autres Neri et Ferrini surintendants des prisons. Les cardinaux réfugiés au Quirinal auprès de S. S. sont Lambruschini, Patrizj, Mattei, de la Genga, Ferretti, Antonelli et Gizzi.

Les casino (clubs) ont fortement débattu la question du jour, le peuple leur demandait des explications et des résolutions. Orioli, Ciceruacchio ont parlé tour à tour, mais le peuple répondait toujours : *à bas les cardinaux ministres, nous voulons un ministère entièrement laïque; vive le ministère Mamiani, à la porte l'ambassadeur d'Autriche.* La proposition d'envoyer une nouvelle députation au pape fut faite.

Le 2 mai le ministère se retirait de nouveau en masse. Le matin on affichait à la porte des églises, le bref inséré dans notre dernier numéro; nouvelles agitations. Le ministre de la police faisait afficher une proclamation aux Romains, que nous rapportons plus bas.

L'opinion que la garde civique peut seule représenter la ville au milieu de cette confusion, se répand et prend consistance.

A une heure on bat la générale, tous les bataillons accourent dans leur quartier. On propose de déposer le général Rospigliosi et l'adjudant major colonnel Cleter, ce qui n'a pas lieu.

Peu de temps après le comte Mamiani est appelé par S. S. pour composer un nouveau Ministère, auquel seront accordés, à ce qu'il parait, les pouvoirs nécessaires pour déclarer et continuer la guerre. On attend la réalisation de ces bruits, la tranquilité semble rétablie.

3 *mai.* — Vu l'état des choses et après avoir pourvu à la sureté des troupes, des gardes civiques et des volontaires qui se trouvent au de là du Pô, par la mission spéciale de M. Farini, substitut du Ministre de l' intérieur, le Ministère a prié Sa Sainteté de vouloir le relever de l' exercice de ses fonctions qu'il avait reprises provisoirement.

Cependant le S. Père a chargé *ad interim* les substituts des différents ministres de suppléer aux postes vacants; d'expédier les affaires sous la présidence du Substitut du ministre des affaires étrangères, en attendant la formation du nouveau cabinet.

Aujourd'hui comme toujours, l'ordre et la sureté publique sont confiés à la garde civique.

Proclamation du Ministre de la Police.
Romains!

Les craintes, les espérances, les affections qui se sont emparées des esprits de cette cité dans ces deux derniers jours, l'ont entraînée à plusieurs actes qui, bien que dictés par des motifs de précaution et de sureté publique, ne sont pas exempts d'arbitraire, par la raison qu'ils ont été exécutés sans l'intervention de mon Ministère, auquel la loi confie la surveillance de l'ordre public et la faculté d'y pourvoir. Citoyens! je serais par le fait dépouillé par vous de mes attributions si vous continuiez à faire ce qui me regarde personnellement; comme je serais repoussé par vous-mêmes, alors que vous m'avez montré jusqu'à présent la plus flatteuse confiance. Je pense que vous ne vous êtes portés à de pareils actes que parce que vous avez cru que je n'étais plus à mon poste: mais lorsque vous saurez que j'y suis encore, et que l'occuper provisoirement ne me dispense pas d'y apporter la plus grande vigilance et d'agir en conséquence, j'aime à croire que vous vous abstiendrez de tout acte dévolu à l'autorité publique, et que la milice citoyenne voudra me prêter main-forte, pour être le bras de la loi et du Magistrat.

La meilleure preuve de civilisation dans un peuple, c'est de voir la libre action de la loi au milieu de lui, les citoyens et leurs droits respectés, ainsi que l'autorité du magistrat. Faites donc que ces droits et ce pouvoir demeurent intacts; et si vous ne le faites, souvenez-vous que l'arbitraire remplaçant l'autorité légitime, produit la dissolution sociale.

Craignez de tomber dans les plus grands malheurs, lorsque vous voulez par cette voie en détourner quelqu'un; gardez-vous d'être le jouet de ceux qui se complaisent à susciter des craintes, à inventer des périls capables de vous ébranler et de vous exciter, afin de mieux vous dominer dans le désordre: craignez de violer la loi, de donner l'exemple de l'arbitraire, tout en cherchant à le réprimer. Aussi long-tems que je serai au milieu de vous, honorez-moi de votre confiance, et soyez assurés que je veillerai de toutes mes forces sur vos intérêts et à la sureté publique. Dans ma poitrine bat un cœur toujours brûlant d'amour pour la patrie, et c'est lui qui doit être le garant à vos yeux de ma fidélité et de mon dévouement.

Du Ministère de la Police le 2 mai 1848.

Le Ministre
G. GALLETTI.

Le Sénat Romain aux commandant général et lieutenants colonels de la Garde Civique.

Le zèle et l'activité que les soldats de la garde civique montrent depuis long temps et principalement dans ces jours difficiles, pour maintenir l'ordre public, nous engagent à réunir à votre honorable état major le concours des magistrats.

Si vous agréez cette union, nous vous proposerons les mesures suivantes.

1. Chaque lieutenant colonel aura provisoirement un assesseur et un chancelier. Celui-ci sera de droit chargé des jugements économiques, tant civils que criminels.

2. Les lieutenants colonels de concert avec la magistrature ne seront pas seulement chargés de ces jugements; ils le seront aussi de toutes les opérations nécessaires au maintien de l'ordre et à la protection des citoyens.

3. Chaque jour, jusqu'à nouvelle disposition, les lieutenants colonels se réuniront avec la magistrature, au Capitole, pour s'entendre sur les dispositions favorables à l'ordre public.

4. Les assesseurs, qui devront être âgés de 30 ans, docteurs en droit et dans l'exercice de leurs fonctions, seront nommés demain par leurs bataillons respectifs à la majorité des voix. Nous vous donnerons nous-mêmes les chanceliers.

En cette occurrence nous nous proposons d'exposer à S. S. le besoin des mesures qui peuvent ramener le calme dans la cité.

C'est de votre bon sens, de votre grand amour pour l'ordre et pour la patrie que nous attendons votre adhésion à nos propositions. Recevez-les en signe de cette confiance que nous avons en vous et de l'union que nous désirons voir s'établir entre nous tous.

Donné au Capitole le 2 mai 1848.

(Suivent les signatures).

Neri e Ferrini. I Cardinali che si trovano riuniti presso Sua Santità nel Quirinale sono, Lambruschini, Patrizi, Mattei, Della Genga, Ferretti, Antonelli, e Gizzi.

I Casini hanno dibattuto ed agitato fortemente le questioni del giorno, e da essi il popolo chiedeva spiegazioni e risoluzioni. Parlarono l'Orioli, e Ciceruacchio, ma il popolo sempre rispondeva : *abbasso i ministri Cardinali, vogliamo un ministeso completamente laicale, viva il Ministero Mamiani, Via l'amba.ciatore d'Austria.* Si propose una nuova deputazione al Sovrano per esporre i voti del popolo.

Il 2 maggio il Ministero nuovamente si dimetteva in massa. La mattina si affigeva alle chiese il Breve apostolico riportato nell'ultimo numero: nuove agitazioni. Il ministro di Polizia faceva affigere un avviso ai Romani che noi riportiamo,

Si diffonde e propaga l'idea che in tanto frangente la guardia civica sia la sola che possa rappresentare legalmente la città.

All'una pomeridiana si batte la generale: tutti i battaglioni corrono ai loro quartieri. Si propone di cambiare il General Rospiglioso e l'ajutante Maggiore Colonnello Cleter, ma ciò non segue.

Il Conte Mamiani poco dopo è chiamato da Sua Santità per formare un nuovo ministero, al quale sembra saranno conferite le necessarie facoltà per intimare e proseguire la guerra. Si sta in aspettazione di questo, e la calma pare ristabilita!!

3, Maggio — In questo stato di cose, ed essendosi provveduto alla incolumità delle truppe, delle Guardie Civiche e de' Volontari Pontificii che si trovano di là dal Po, mediante la Missione speciale del sig. Carlo Luigi Farini Sostituto del Ministro dell' Interno, il Ministero pregò SUA SANTITA' a volergli permettere di cessare dalle funzioni che provisoriamente aveva riassunto.

Intanto la stessa SANTITA' SUA ha dato l'incarico *ad interim* ai Sostituti dei suddetti Ministri, di spedire gli affari sotto la presidenza del Sostituto del Ministro degli affari esteri, finchè sia composto il nuovo Ministero.

Alla Guardia Civica è affidata, ora come sempre, la tutela e la sicurezza pubblica.

Proclama del Ministro di Polizia.

Romani!

Le temenze, le speranze, gli affetti che ingombrarono gli animi di questa, città ne' due giorni trascorsi, la commossero a molti atti, che comunque dettati da mire di cautela e di pubblica sicurezza, pure hanno nota di arbitrio: perocchè operati senza l' intervento del mio Ministero, cui è dato dalla legge il vegliare sull'ordine pubblico, ed il provvedere. Io cesserei di fatto dai miei poteri per opera vostra, o cittadini, quando proseguiste a fare voi quello che spetta a me: e sarei allontanato da voi stessi, che mi mostraste finora tanta lusinghiera fiducia. Io stimo che voi vi deste a quegli atti, perchè dubitaste che io non fossi più al mio posto: ma dacchè voi sapeste che io vi sono ancora, e che l'esservi provvisoriamente non mi toglie dal vigilare ed operare interamente, io confido che cesserete da qualunque atto competente alla pubblica autorità, e che la forza cittadina vorrà soccorrermi, ed essere il braccio della legge e del Magistrato.

Non v'ha migliore argomento di civiltà in un popolo quanto il vedere in mezzo ad esso libera l'azione della legge, rispettati i cittadini ed i loro diritti, rispettato il potere del Magistrato. Fate adunque che questi diritti e questi poteri rimangono incolumi : e se non lo faceste, sovvenite, che quando l'arbitrio sottentra alla leggttima autorità vi sovrasta la disseluzione sociale.

Temete di non piombare in mali peggiori, quando intendete per queste vie a ripararne qualcuno; temete di non essere giuoco di chi si piace d'ingenerare timori, e di sognare pericoli per commovervi ed eccitarvi, onde dominarvi: temete di violare la legge, e di dare esempio di arbitrii mentre avvisate a correggerli. Finchè io sarò con voi, onoratemi della vostra fiducia, e siate certi che veglierò con tutte le forze sui vostri interessi, e sulla pubblica salvezza. Batte nel mio petto un cuore che senti sempre l'amore di patria, e vi sia questo garante della mia fede e delle mie cure.

Dal Ministero di Polizia il 2 Maggio 1848.

Il Ministro
G. GALLETTI

Il Senato Romano al Comando Generale e ai signori tenenti Colonnelli della Guaodia Civica.

Il zelo e l'attività che i militi della guardia civica mostrano da gran tempo e principalmente in questi difficili giorni a sostenere l'ordine pubblico c'inducono ad associare al vostro onorabile corpo l'autorità e l'opera della magistratura.

Se piace a voi tal concordia, vi profferiamo i provedimenti che sieguono.

1. Ciascun Tenente Colonnello avrà temporariamente un assessore ed un cancelliere. Sarà quegli leggittimamente incaricato de' giudizi economici si civili e si criminali.

2. Di questi e di tutte le operazioni necessarie a mantenere la quiete e a proteggere i cittadini del circondario saranno centro i Tenenti Colonnelli in unione della magistratura.

3. Ogni giorno fino a nuove disposizioni i Tenenti Colonnelli si aduneranno in Campidoglio col magistrato per conferire dei temperamenti opportuni alla tranquillità interna.

4. Gli assessori, purchè giunti a 30 anni, laureati in legge ed esercitati nel foro, saranno eletti da ciascun battaglione a maggioranza di voti nel giorno di domani. I cancellieri vi saranno dati da noi.

In questo mentre ci proponiamo di esporre a Sua Santità il bisogno di quei provedimenti che possono ristabilire la quiete del popolo.

Dal vostro senno, dall'amore dell'ordine e della patria; ch'è in voi si grande, aspettiamo che vi mostriate soddisfatti della proposta, e l'abbiate per indizio della fiducia che in voi poniamo e della unione che vorremmo stretta fra noi.

Dal Campidoglio, li 2 maggio 1848.

(Seguono le firme)

NOUVELLES DIVERSES.

SITUATION EUROPÉENNE. — Ne croyons pas les événements européens entièrement consommés; il ne sont qu' indiqués. Le gouvernement provisoire en France a fait des fautes tellement graves, qu' il a profondément modifié le mouvement européen. A l' intérieur il a manié l'arme de l'arbitraire, il a écrasé le droit, il a trompé les ouvriers, il a faussé l'idée républicaine; l'*egalité* et la *fraternité* ne sont que des mots devant l'odieuse distinction des républicains de la *veille* et des républicains du *lendemain*, et si les manœuvres continuent, la *liberté* est encore *dupée* et *escamotée*; ce sera le despotisme d'une opinion, d'une minorité, voilà tout. A l'extérieur, que de graves événemens se préparent! Ne nous y trompons pas; l'Angleterre est là, toujours mieux dépeinte par cet hémistiche de Virgile: *timeo Danaos et dona ferentes*. Déjà elle a organisé le Portugal, l' Espagne, la Belgique; et dans peu, sans doute, nous apprendrons ce qu'elle a fait et obtenu à Vienne, à Pétersbourg et à Berlin. Déjà elle a exprimé le REGRET à Turin qu'on ait franchi le Tessin. Nous verrons tout à l' heure. L'Allemagne s'effraie de son mouvement républicain; le Piémont s' inquiète de ces armées françaises *d'observation*, qui à la première victoire de l'Autriche, ce qu'à Dieu ne plaise! inonderaient la haute Italie, pour débarrasser la France du trop plein qui la dévore et la ruine. La Suisse, enfin, est là entre les éventualités de la France propagandiste armée, de l'Angleterre et des puissances du Nord qui s'entendent, de l'Allemagne qui s'effraie et s'organise, de l' Italie qui sort du berceau.

Que faudrait-il pour qu' un rideau tombant devant une si doloureuse représentation, nous laissât voir, au lever de la toile, une scène d'union et de concorde comme tombée du Ciel? — Il faudrait que la France cessât d'être arrachée à sa destinée, afin qu'enchatnant tous les peuples à la sagesse de ses procédés. nous pussions dire d'elle: *elle marche à la paix et au bonheur de l'humanité sous la bénédiction de Pie IX*. Pourquoi desespérerions-nous de la voir dans ces conditions? Le Ciel n'a point visité la terre pas son envoyé, Pie IX; pour que cet envoyé rentre dans les célestes parvis sans y rapporter la nouvelle qu'il a recontré ici-bas le pouvoir nécessaire à ses inspirations, et auquel il a confié l'ordre basé sur le principe religieux.

VENISE 29 *avril*. — Nous attendons aujourd'hui six vaisseaux de guerre napolitains avec 4 mille hommes de terre, lesquels partiront immédiatement pour Piave. Les défilés de Requaro, de Schio, de Bassano sont continuellement menacés par les bandes tyroliennes avec lesquelles nos croisés ont de fréquentes escarmouches.

Trieste reste fidèle à l'Autriche. Entre nous et cette ville toute communication est impossible, excepté par contrebande. Venise est en ce moment dans une espèce de malaise de mauvais augure. Une députation des provinces, composée de deux membres pour chacune, a protesté contre leur union avec Venise, si celle-ci persiste à vouloir demeurer république, et ne s'associe pas à la fortune de Milan pour adopter la forme de gouvernement qui sera déterminée dans un congrès des états généraux d' Italie.

VIENNE 22 *avril*. — La *Gazette de Vienne* annonce que le ministre des affaires étrangères, M. Fiquelmont a été chargé provisoirement de la présidence du conseil laissée vacante par M. Kolowrat.

— Les corps francs enrolés pour l'Italie se trouvent à Neustadt près de Vienne sans paie, sans uniforme, se livrant à toutes sortes d'excès. Probablement le gouvernement se chargera de ces volontaires engagés par un négociant italien.

— Notre commerce présente un aspect extrêmement affligeant. M. Anselme Rothschild est dans notre ville depuis plusieurs jours, mais les nombreuses conférences financières auxquelles il assiste n'ont ammené aucun résultat. Un impôt sur les rentes parait devoir obtenir le plus de chances de succès. Les dames de Hongrie ont offert à la jeunesse viénoise un drapeau magnifique sur lequel on lit ces paroles: « Quand nous aurons brisé ensemble nos fers, nous nous réjouirons en commun. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

Sur la proposition de M. le Comte Térence Mamiani, N. Très S. Père a bien voulu nommer:

Président du conseil des ministres: Son Eme Rme le Cardinal Ciacchi et *par interim* Son Eme Rme le Cardinal Orioli;

M. le Comte Jean Marchetti, Ministre des affaires étrangères laïques.

M. le Conte Térence Mamiani, Ministre de l' intérieur.

M. Pascal Rossi, membre de la Consulte d'État, Ministre de Grâce et Justice.

M. Lunati, membre de la Consulte d' État, Ministre des finances.

M. le Prince Philippe Doria Pamphily, Ministre de la guerre.

M. Mario Massimo Duc de Rignano, ministre du commerce et des travaux publics.

M. l'avocat Joseph Galletti, Ministre de police.

(Gazette de Rome partie officielle)

THÉATRE DE LA GUERRE.

— Le 29 avril le quartier général de Charles Albert était à Somma Campagna. Des personnes arrivées de là nous assurent que l'enthousiasme est incroyable dans toute l'armée qui compte déjà plus de 80 mille hommes. Les forteresses sont serrées de si près par les piémontais et mises dans une telle pénurie, qu'on ne doute plus de leur prochaine reddition.

Une lettre de Trévise du 28 annonce que la ville d'Udine est encore aux mains des impériaux, le gros de leur colonne a déjà passé le Tagliamento. Le bruit courait dans cette ville que les troupes de Vérone avaient attaqué Vicence. On écrit cependant des environs de cette ville que Radezki commence à douter de la fidelité de plusieurs corps et surtout des hongrois. Les premières colonnes de la division ponficale Durando ont été accueillies le 29 à Padoue et à Mestre avec un enthousiasme impossible à raconter. Elles sont reparties immédiatement pour Trévise et Piave.

Les troupes piémontaises, moins la brigade d'Aoste et la Reine, ont passé le Mincio et se sont portées huit mille en avant entre Mantoue et Vérone. Leur ligne s'étend de Goito à Valleggio.

La brigade du général de Villafalletto est au premier rang au centre de la grande ligne.

La brigade du général Broglia a eu de nouveau une rencontre près de Villafranca avec les postes avancés des Autrichiens. Ceux-ci ont eu le dessous, en perdant neuf morts et dix-neuf prisonniers.

NOTIZIE DIVERSE.

SITUAZIONE EUROPEA. — Non crediamo gli avvenimenti europei siano del tutto consumati; non sono che indicati. Il governo provisorio di Francia ha commesso errori talmente gravi, che ha profondamente modificato il movimento europeo. All' interno ha usato le armi dell' arbitrario, ha offeso il diritto, ha ingannato i lavoranti, ha falsificato le idee republicane; l'*eguaglianza* e la *fraternità* non sono che parole dinanzi ad una odiosa distinzione di republicani della *veglia* e dei republicani dell'*indomani*, e se i maneggi continuano, la *libertà*, sarà ancora una libertà *vana*, ed *illusoria*; sarà il dispotismo di una opinione, di una minorità, ecco tutto. All'esteriore quanti gravi avvenimenti non si preparano! Non c'inganniamo l' Inghilterra è là sempre meglio descritta da questo emistichio di un verso di Virglio: *timeo Danaos et dona ferentes*. Abbastanza ha ella organizzato il Portogallo, la Spagna, il Belgio, e in poco tempo certamente conosceremo ciò che ha fatto ed ottenuto a Vienna a Pietroburgo e a Berlino. Di già ha mostrato il suo DISPIACERE a Torino perchè si abbia oltrepassato il Ticino. Presto vedrassi. L'Alemagna teme del suo movimento republicano; il Piemonte inquietasi delle armate francesi di *osservazione* che alla prima vittoria dell'Austria che Dio tenga lungi! inonderebbero l'alta Italia per sbarazzare la Francia di tanto popolo che la divora e la rovina. La Svizzera finalmente, è là tra le eventualità della Francia propagandista armata, dell'Inghilterra e delle potenze del Nord che si estendono, dell'Alemagna che si spaventa e si organizza, dell'Italia che sorge dalla sua fanciullezza.

Che bisognerebbe per tirare un velo dinanzi una sì dolorosa rappresentazione ci lasciasse vedere al levarsi di una tenda una scena di unione e di concordia come caduta dal Cielo? Bisognerebbe che la Francia cessasse di essere strappata dal suo destino, affinchè riunendo tutti i popoli alla saviezza del suo procedere possino aver mezzo di dire di Essa: *Ella cammina verso la pace e la felicità dell'umanità, sotto la benedizione di Pio IX*. Perchè disperaremo di vederla in tali condizioni? Il cielo non ha visitato la terra per mezzo del suo inviato Pio IX; perchè questi mandato entri nei celesti portici pria di portarvi la notizia che egli ha lasciato qui in terra lo scettro necessario alle sue ispirazioni, cui ha confidato l'ordine basato sul principio religioso.

VENEZIA 29 *aprile*. — Oggi si aspettano qui sei navi da guerra napoletane con 4 mila uomini da sbarco. Questi pure si dirigeranno tosto alla Piave. Le gole di Requaro, di Schio, di Bassano sono del continuo minacciate da bande tirolesi, colle quali vengono spesso i nostri crociati con vantaggio alle mani.

Trieste serbasi fedele all'Austria. Tra questa città e quella si rende impossibile, se non è per contrabbando, qualunque comunicazione. Abbiamo qui un certo malumore. Una deputazione delle cinque Provincie, composta di due membri per Provincia, ha protestato contro la loro unione con Venezia, quando questa si ostini a voler rimanere repubblica, e non metta le sue sorti a comune con Milano per prendere quella forma di governo, che verrà stabilita in un Congresso degli Stati generali d'Italia.

VIENNA 22 *aprile*. — La *Gazzetta di Vienna* annuncia che il Ministro dell'estero conte Ficquelmont è stato incaricato provvisoriamente della presidenza del Ministero lasciata vacante da Kolowrat.

— Il corpo franco arrolatosi per l' Italia si trova a Neustadt presso Vienna senza paga e senza uniforme, e commette eccessi innumerevoli. Probabilmente il governo s'assumerà l' incarico di questi volontarj arruolati da un negoziante italiano,

— Il nostro mondo commerciale presenta un aspetto tristissimo. Da parecchi giorni il sig. Anselmo de Rothschild è qui: ma nè la sua presenza, nè le numerose conferenze di banca e di finanza, alle quali assiste, non hanno prodotto una misura determinata. Un' imposta sulle rendite pare aver debba la maggior probabilità di successo. Le signore ungaresi offersero alla gioventù di Vienna un magnifico vessillo, su cui leggonsi queste parole: « Quando avremo spezzato insieme le nostre ritorte, ci rallegremo insieme. »

ULTIME NOTIZIE.

La Santità di Nostro Signore, a proposta di S. E. il sig. Conte Terenzio Mamiani, ha degnato di nominare:

Presidente del Consiglio dei Ministri, Sua Emza Rma il sig. Card. Ciacchi; e per *interim* Sua Emza Rma il sig. Card. Orioli;

S. E. il sig. Conte Ginvanni Marchetti, Ministro degli affari esteri secolari;

S. E. il sig. Conte Terenzio Mamiani, Ministro dell' Interno;

S. E. il Consultore Pasquale De Rossi, Ministro di Grazia e Giustizia,

S. E. il sig. Consultore Lunati, Ministro delle Finanze;

S. E. Principe D. Filippo Doria Pamphily, Ministro delle Armi;

S. E il sig. D. Mario Massimo, Duca di Rignano, Ministro del Commercio e de' Lavori Pubblici;

S. E. il sig. Avv. Giuseppe Galletti, Ministro della Polizia.

TEATRO DELLA GUERRA.

— Il quartier generale del Re Carlo Alberto era il giorno 29 aprile a Somma Campagna. Persona di colà giunta ne assicura dell'indicibile entusiasmo di tutta l'armata, la quale monta già ad oltre ottanta mila uomini. Le fortezze sono così strette dai Piemontesi ed a condizioni di tanta penuria, che non si dubita della prossima loro resa.

— Da una lettera di Treviso del 28 sappiamo, che Udine è ancora in potere dei tedeschi, il grosso de' quali ha già passato il Tagliamento. Si diceva colà che anche Vicenza fosse assalita dalle truppe di Verona. Dai contorni di questa città si ha che Radetzky comincia a dubitare de' vari soldati e specialmente degli ungharesi. Le prime colonne della divisione Pontificia Durando furono accolte il 29 a Padova ed a Mestre con un tale entusiasmo, che non si potrebbe descrivere. Movevano immediatamente per alla volta di Treviso e Piave.

Le truppe piemontesi, meno le brigate Aosta e Regina, hanno varcato il Mincio, e si sono avanzate di otto miglia tra Mantova e Verona. La linea poggia a Goito e termina a Valleggio.

La brigata comandata dal generale di Villafalletto è in prima fila al centro della grande linea.

La brigata comandata dal generale Broglia ebbe di nuovo uno scontro cogli Austriaci vicino a Villafranca. Questi ebbero la peggio. Nove rimasero morti, e 19 furono fatti prigioni.

DURAND (DE CASSIS) Directeur et gérant responsable.
Imprimerie des Classiques de Joseph Brancadoro.

SUPPLÉMENT AU NUM. 17 DU JOURNAL LE CAPITOLE

LA QUESTION AUTRICHIENNE.

Dans ces temps de libre discussion où toute intelligence humaine a le droit d'intervenir à sa manière sur un point en litige, afin que, de ce conflit d'appréciations diverses jaillisse l'idée la plus sage que doit embrasser tout esprit raisonnable et logique, nous nous demandons si la question entre l'Italie et l'Autriche *peut* ou *non* être résolue par la *guerre*, ou seulement vidée par le triomphe du droit sur l'injustice, confié au *pouvoir moral*.

Nous sommes et nous serons long-tems encore dans l'incertitude par rapport au premier moyen, qui est la *guerre;* et même, s'il faut nous expliquer franchement, nous ajouterons que nous croyons avec douleur, appuyé sur des données certaines, que la *guerre* ne résoudra rien et sera toujours un *prétexte* pour que cette question ne soit pas résolue. Quant au second moyen, le triomphe du droit qui en découle est si fortement marqué à nos yeux, si invinciblement attendu par notre cœur, qu'il nous faudrait, pour ne pas y croire, renoncer à toute une vie de sentimens invariables; c'est-à-dire, nous renier nous-même.

Établissons la vérité de ces deux points; mais que nos lecteurs, dépouillés de toute passion, nous prêtent la plus religieuse attention, pendant que nous serons à procéder avec ordre et méthode.

Et d'abord, comment la *guerre* peut-elle ne rien terminer et être un éternel prétexte à ce que la question entre l'Italie et l'Autriche soit toujours sans solution?... Le voici:

A l'exception de l'Autriche, nulle autre puissance maritime ou continentale de l'Europe n'a des motifs de haine et de vengeance contre l'héroïque nation italienne; mais deux d'entr'elles ont intérêt de vie ou de mort à ce que l'Autriche reprenne et courbe sous son sceptre sa population du Nord. C'est le malheureux Metternich qui, le premier et jusqu'au moment de sa lourde chûte, a ainsi mal conseillé cet empire, en a trahi les véritables intérêts, a failli enfin le perdre. Mais les conseillers ou complices de Metternich sont encore debout, et voilà pourquoi son œuvre est continuée. Oui, l'histoire, toute l'histoire des temps passés est un tableau vivant des rapports de connivences entre l'Autriche, l'Angleterre et la Russie; et aujourd'hui toutes les probabilités sont que les cabinets de Russie et de S. James poussent l'Autriche à cette guerre injuste et désespérée, pour en recueillir eux-mêmes le profit.

Supposons nos données fausses; mais alors comment expliquer cet interminable manège du *va* et *vient*, opéré par le diplomate Anglais, de Naples à Palerme, de Palerme à Rome, et de Rome dans la haute Italie? Lord Minto ne serait-il venu à Rome que pour pousser l'inconvenance, jusqu'à se présenter en simple habit, auprès du Saint-Père, dans une audience particulière, afin de divertir par ce *sans-façon* la gentilhommerie Anglaise? Comment expliquer ce qu'on écrit de Breslau: «les Polonais avaient » quitté la France croyant trouver à leur arrivée une patrie toute prête à » les recevoir. Ils ne rencontrent que les baïonnettes de la Prusse et de » l'Autriche, en attendant qu'ils soient acculés sur la Russie où les mines » de Sibérie leurs sont reservées.» Comment s'expliquer enfin les réquisitions immenses de l'empereur de Russie en bestiaux de tous genres et en céréales?

Oui, l'Autriche, livrée à elle-même, c'est-à-dire, au simple bon sens politique, se serait déjà résignée à la perte du plus beau joyau de sa couronne. Même elle en aurait fait le sacrifice, parceque le royaume lombard-vénitien a toujours été pour elle un dard mortel attaché à ses flancs. C'était l'épée de Damoclès que ses *ennemis-alliés* tenaient sans cesse suspendue sur son influence et sur tous ses mouvemens en Europe.

Ah! si le cabinet de Vienne savait comprendre ses intérêts et ses destinées véritables, au lieu de servir aveuglément l'infernale ambition de l'Angleterre et de la Russie, il ne regretterait pas l'Italie, ce lourd boulet que l'Autriche a traîné jusqu'à présent derrière elle! Il se féliciterait d'être délivré enfin de la responsabilité que faisait peser sur lui les confiscations odieuses et impolitiques des traités de Vienne. Et ce que l'Autriche perdrait d'un côté en territoire mal acquis, elle le retrouverait d'un autre côté en sécurité. Oui, délivrée des inquiétudes éternelles des soulèvemens quotidiens dont la menaçaient les provinces lombardes, la politique Autrichienne rentrerait sur son véritable terrain. Elle pourrait ressaisir désormais sa prépondérance et sa haute influence sur les nations germaniques et slaves de son vaste empire. Elle n'aurait qu'un seul pas à faire; les peuples l'appellent, lui tendent les bras... et le reste se ferait par eux. N'avons-nous pas vu la Pologne se détacher de la Prusse et de la Russie, et proclamer l'empereur d'Autriche son roi? Toutes les provinces danubiennes, retrouvant désormais sous le sceptre impérial l'unité et l'homogénéité nationales, des libertés sérieuses et cette constitution tant réclamée, ne formeraient-elles pas autour du trône de Ferdinand un faisceau magnifique et formidable?

Pourquoi donc faut-il que le cabinet aulique, élevé sur les ruines de Metternich, après avoir très-bien compris cette face nouvelle de son avenir et la puissance incontestable que devait lui donner ce levier politique, retombe dans son passé détestable, injuste et odieux? N'a-t-il lancé son foudroyant manifeste contre les velléités de fédéralisme du roi de Prusse que pour être entraîné plus tard par Frédéric-Guillaume lui-même, conjointement avec la Russie et l'Angleterre de manière à régler les affaires de tous, excepté les siennes propres? Ces deux dernières puissances, sur-tout, ont le plus grand besoin de rouvrir devant l'Autriche le gouffre du royaume lombard-vénitien où se sont engloutis et s'engloutiront son sang et ses finances. Mais c'est un tableau d'horreur et d'infamie que nous ne pouvons retracer aujourd'hui, parce que nous avons déjà donné trop d'étendue à cet article. Nous le ferons, dans le prochain numéro, en abordant la question au point de vue du triomphe du droit sur l'injustice, dépendant du *pouvoir moral*, le seul possible, aujourd'hui, désormais et toujours; le seul que nous puissions nous promettre et attendre.

Cependant, comme deux jours encore sont par trop longs pour contenir ce qui bouillonne dans notre âme, Rome et nos autres frères de l'Italie nous permettront de leur représenter, que si la coalition infâme des trois cabinets de Vienne, de S. Pétersbourg et de S. James ont parfaitement compris qu'ils n'avaient autre chose à redouter que le *pouvoir*

LA QUESTIONE AUSTRIACA.

In questi tempi di libera discussione in cui ogni intelligenza umana ha il diritto d'intervenire, ed interloquire secondo la propria maniera di sodere sui punti in questione, onde dal conflitto del ponderare diverse idee, ne nasca quella savissima da seguirsi da ogni spirito ragionevole, e logico, ci domandiamo se la questione tra l'Italia, e l'Austria può o no, essere risoluta colla guerra, o terminata solamente col trionfo del diritto contro l'ingiustizia, altrimente detto: col *potere morale*.

Siamo, e per lungo tempo saremo ancora nell'incertezza circa al primo mezzo che è la *guerra;* anzi se abbiamo da esporre francamente il nostro parere aggiungeremo, che vi ha luogo a credere, disgraziatamente si e con gran dolore, che la guerra nulla risolverà e sempre sarà un *pretesto* per non risolverla. Circa poi il secondo che altro non è che il *potere morale*, il trionfo del diritto è così ben marcato e certo a nostri occhi, ed invincibilmente atteso del nostro cuore, che bisognerebbe, per non credervi, rinunciare a tutta una vita di credenze invariabili, o a meglio dire, negare noi stessi.

Si stabilisca adunque la verità di questi due mezzi; ma si prega il nostro lettore a spogliarsi di ogni passione, prestandoci la più religiosa attenzione, mentre andiamo a svolgerne l'ordine, ed il metodo.

E da prima come si fa che la *guerra* non possa nulla risolvere ed essere anzi un eterno pretesto perchè la questione fra l'Italia e l'Austria resti sempre senza soluzione?.... Eccolo:

Ad eccezione dell'Austria, niun'altra potenza marittima, continentale di Europa ha de' motivi di odio e di vendetta contro l'eroica nazione Italiana; due peraltro di esse hanno l'interesse di vita o di morte perchè l'Austria riprenda, e assoggetti sotto il suo scettro al nord dell'Italia. È il disgraziato Metternich, che per primo e fino il momento della sua pesante caduta, ha così mal consigliato quest'impero, traditone i veri interessi, e ha mancato di perderlo. Ma i Consiglieri o complici di Metternich sono ancora in piedi, ed è perciò che la sua opera ancora continua. Sicerto, la storia, tutta quanta, la storia de' tempi passati è quadro vivo dei rapporti di connivenze tra l'Austria l'Inghilterra, e la Russia; ed oggi tutte le probabilità sono che i Gabinetti di Russia e di *St. James* spingono l'Austria a questa guerra ingiusta e priva d'ogni speranza per riservarsene il profitto.

Supponiamo i nostri progetti falsi; ma come allora poter spiegare quegli interminabili maneggi di *un va e riviene* operati dal diplomatico Inglese da Napoli, a Palermo, da Palermo a Roma, e di qua nell'alta Italia? Lord Minto non sarebbe egli venuto in Roma per spingere l'inconvenienza fino a presentarsi con abito comune dal S. Padre, in udienza particolare onde divertire in quel *sans-façon* la galanteria Inglese. Come allora spiegarsi ciò che scrivesi di Breslau: «I Polacchi aveano abbandonato la Francia cre» dendo trovare a loro arrivo una patria pronta a riceverli. Essi non incon» trano che le bajonette della Prussia e dell'Austria, aspettando che siano » inculati nella Russia ove le mine di Siberia li ricevino?» Come spiegarsi finalmente l'affannosa cura dell'Imperatore della Russia nel cercare bestiami ed ogni genere di cereali?

Si l'Austria abbandonata a se stessa, cioè a dire al semplice buon senso politico, sarebbesi già rassegnata a perdere la gemma più preziosa della sua corona. Anzi ne avrebbe fatto il sacrifizio, perchè il regno Lombardo Veneto è sempre stato una saetta mortale a suoi fianchi. Era la spada di Damocle che i *suoi propri nemici* tenevano continuamente sospesa sulla sua influenza e su tutti i suoi movimenti in Europa.

Oh! se il Gabinetto di Vienna sapesse ben conoscere i propri interessi ed i suoi veri destini, invece di servire ciecamente all'infernale ambizione dell'Inghilterra e della Russia non avrebbe a compiangere l'Italia, globo pesante che l'Austria ha dietro seco lei trascinato fino ad oggi. Questo Gabinetto ne sarebbe felice il vedersi deliberato finalmente dalla responsabilità che su lui pesava per le odiose confiscazioni ed impolitici trattati di Vienna. Ciò che l'Austria perderebbe di territorio malamente acquistato, guadagnerebbe però nella propria sicurezza. Sì, sciolta e liberata dalle inquietudini eterne di quotidiano sollevamento, di che le minacciavano le provincie lombarde, la politica Austriaca rientrerebbe sul suo vero terreno. Potrebbe facilmente riprendere in avvenire la sua preponderanza, e l'alta sua influenza sulle nazioni germaniche e slave del suo vasto impero. Non avrebbe che un sol passo a fare; i popoli la chiamano, le stendono le braccia... e del resto i popoli stessi ne avrebbero la cura. Non vedesi già la Polonia staccarsi dalla Prussia, e dalla Russia e proclamare l'Imperatore d'Austria suo Re? Tutte le provincie del Danubio, ritrovando in avvenire sotto lo scettro imperiale, l'unità e l'omogeneità savie e vere libertà, e quella costituzione tanto reclamata, non formerebbero esse intorno al trono di Ferdinando un gruppo il più magnifico, il più formidabile?

Perchè dunque il Gabinetto aulico innalzato sulle rovine di Metternich, dopo di avere assai bene penetrato la novella presenza del suo avvenire, e conosciuto il suo incontestabile potere, che dovea darle tal cambiamento politico, ricade nel suo passato detestabile, inziusto, e scabroso? Non ha egli dunque lanciato il suo fulminante manifesto contro le velleità di federalismo del Re di Prussia che per essere trascinato più tardi da Federico Guglielmo, unitamente alla Russia ed all'Inghilterra per fare gli affari di tutti ad eccezione de' suoi propri? Queste due ultime potenze, specialmente hanno il più urgente bisogno di riaprire dinanzi l'Austria l'abisso del Regno Lombardo Veneto, ove si esauriscono e si esauriranno sempre il proprio sangue e le proprie finanze. È questo un quadro di orrore e di schifezza che non possiamo oggi tracciare per essere già bastantemente lungo il presente articolo. Lo faremo peraltro nel primo nostro numero, allorchè tratteremo la questione in riguardo del trionfo del diritto sull'ingiustizia ottenuto in forza del *potere morale*, il solo possibile, oggi, in avvenire, e sempre; il che possiamo promettere, ed attendere.

Fratanto due giorni di continua aspettazione sarebbero troppo lunghi per contenere ciò che bolle nel nostro cuore, Roma e tutti i nostri fratelli d'Italia ci permetteranno oggi loro dire che sè la infame unione terribile dei tre gabinetti di Vienna, di Pietroburgo e di *St. James* hanno perfettamente compreso che non vi fosse altra cosa a temere che il *potere morale*

moral de notre bien aimé Pontife et Père, dont nous avons si souvent déjà exalté l'insigne efficacité, nous les avons cruellement et prodigieusement bien servis dans leurs projets audacieux et dans leurs desseins infernaux. Quoi donc! oublier si facilement que le Seigneur ne donne pas tous les jours un Pie IX à la terre! Malheureux que nous sommes; enfants aveugles et ingrats, qu'avons-nous fait? Au lieu de diminuer et d'amoindrir les angois-sesdu meilleur et du plus tendre des Pères, nous l'avons précipité dans le gouffre des amertumes. Nous convenait-il de nous rappeler à son souvenir par de tumultueuses démonstrations populaires? Dans ce moment, où l'en-fer ligué contre lui, se servait de trois cabinets de l'Europe pour faner, aux yeux de l'univers, cette magnifique fleur, cueillie dans le jardin céleste, était-ce aux enfans de sa tendresse, d'ailleurs si jaloux de son éclat et de sa gloire, de coopérer eux-mêmes à ce qu'un cri d'infernale joie retentit de la Vistule aux bords de la Tamise? Ce qu'il nous importait d'entrepren-dre, c'était de faire appel à tous nos frères d'intelligence, de cœur, et de dévouément pour les envoyer aux pieds de Pie IX, non point lui conseiller de faire une réponse publique à cette nuée de notes diplomatiques, mais LUI en donner la raison philosophique, et surtout déchirer devant LUI le voile qui recouvrait tant d'odieuses trames. L'ange égaré des phalanges divines peut-il n'être pas étranger à toutes les turpitudes de la diplomatie? La colombe ne sait qu'aimer et gémir, et le roucoulement, par lequel elle exprime tout cela, n'a rien qui ressemble au croassement de l'oiseau im-monde. Heureusement nos torts ne sont pas irréparables, ni le mal produit irrémédiable. Hâtons-nous donc de mériter le pardon qui nous a déjà été ac-cordé, et travaillons à faire restituer à notre Père l'éclat et la gloire dont nous nous sommes aidés à l'en dépouiller!

Suite et fin du discours de Mgr Luquet à la Diète Suisse.

Pardonnez-moi donc, Messieurs, de vous avoir aussi longuement exposé ces considérations préliminaires. J'en avais besoin pour vous faire bien comprendre le fond de ma pensée. Je m'adressais à des esprits éclairés, à des esprits habitués aux considérations le plus élevées de la philosophie, je devais donc leur exposer, à son véritable point de vue, la manière dont je crois devoir envisager l'ensemble des questions religieuses qui s'agitent dans le monde, et en particulier dans la confédération. Nous marchons vers l'avenir, les derniers débris du passé s'écroulent, les jours de la réconciliation s'approchent. Ne voyons pas seulement dans l'Église les hommes et le choses du passé, mais les hommes et les choses de l'avenir. Préparons à cette Église dont le concours est si nécessaire au bonheur des peuples, ce que vous ne refusez à personne, une libre place au soleil; et soyez assurés que nous pacifierons les esprits et les cœurs. Soyez assurés que l'Église, loin de vous entraver, vous aidera puissamment à procurer le bien-être et la gloire de la généreuse nation dont la Providence vous confie les destinées.

Bases d'un arrangement général entre la Saint-Siége et la Confédération.

Les principaux points sur lesquels on pourrait, ce me semble, établir les bases d'un arrangement général entre le Saint-Siége et la Confédération, pourraient être les suivants:

1° Solution définitive des difficultés relatives aux couvents, solution où l'on aurait égard aux nécessités des temps et aux circonstances particulières de chaque canton.

2° Rectifications dans les circonspections de juridiction épiscopale, là où le besoin particulier des populations semble l'exiger.

3° Examiner s'il n'y aurait pas lieu à modifier le mode de nomination des évêques et autres dignitaires ou bénéficiers ecclésiastiques, de manière à ce que le clergé inférieur y eût quelque part, en même temps que l'on conserverait au Saint-Siége et aux gouvernements le moyen d'écarter les indignes et les hommes incapables d'entretenir la bonne harmonie entre l'Église et l'État.

4° Règlement à faire au sujet des immunités des biens et de la dotation du clergé dans les cantons où des difficultés se sont élevées à cet égard.

5° Maintien ou fondation d'établissements d'éducation pour former, parmi les nationaux, un clergé catholique moral et instruit.

6° Modification à introduire dans la discipline en usage, relativemdnt aux mariages mixtes, aux fêtes d'obligation, etc.

Si, comme je l'espère, ces différents points parviennent à se régler à l'amiable entre les deux autorités spirituelle et temporelle, la paix religieuse se trouvera établie sur les bases les plus fortes et les plus honorables dans toute la Confédération.

Dans l'espérance de voir bientôt ce projet réalisé par nos communs efforts, je vous prie, Messieurs, d'agréer l'assurance de la haute considération avec laquelle je suis

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
✠ J.-J.-O. Luquet, évêque d'Hésébon,
envoyé extraordinaire du S. Siége et délégué apostolique.

Berne, le 9 avril 1848.

Pour copie conforme:
Lo chancelier de la Confédération,
Schiess.

TRÉVISE 30 *avril.* — Le général Durando est parti de Padoue le 29 avril; ce soir il a réuni toute sa troupe à Trévise. Il a rencontré l'armée de Nugent ayant ses avant-postes sur le Piave. Le pont a été rompu: sans ce contre temps le général Durando aurait passe le fleuve et porté la guerre sur le Tagliamento. Il a trouvé le général La Marmora posté avec 3000 hommes sur le Piave, et demain il transportera son quartier général à Monte Belluno, s'étendant depuis Vidor jusqu'à Breda où est Zambeccari, pour défendre la route qui conduit à Vérone par Bassano. Les forces du général Nugent sont, à ce qu'on dit, d'environ 12,000: on ne doute pas que Durando ne puisse lui résister, lorsque la Division Ferrari se sera unie à lui.

Une lettre de Vérone annonce une rencontre des postes avancés, dans laquelle les piémontais ont eu le dessus et fait prisonnier un escadron de cavallerie.

del nostro amatissimo Pontefice e Padre, di cui abbiamo si spesso provato l'insigne efficacia, noi li abbiamo crudelmente e prodigiosamente serviti nei loro audaci progetti, e nei loro infernali disegni, Come dunque? abbiamo noi sì facilmente dimenticato che il Signore non da sempre alla terra un Pio IX. Disgraziati che siamo, figli ciechi ed ingrati cosa mai facemmo? in vece di diminuire e render meno sensibili le angoscie del cuore di un Padre il più buono, il più tenero, lo abbiamo getttato nell'abisso di tutte le amarezze. Abbisognavamo forse per ricordarci alla sua memoria di servirsi di tumultuose dimostrazioni di popolo? in un momento specialmente in cui l'inferno intiero in se stesso riconcentrato scagliasi contro Lui, servendosi di quasi tutti Gabinetti di Europa per appassire dinanzi all'universo qual magnifico fiore colto nel giardino celeste, era dunque riservato ai figli oggetto di sua tenerezza, sì gelosi d'altronde della sua bella rinomanza, e di sua gloria cooperare a sollevare un grido d'infernale gioja che elevato si sarebbe veduto dalla Vistola fino al Tamigi? La nostra intrapresa ben altra dovea essere; era di fare appello a tutti i nostri fratelli dotati d'intelligenza, di cuore, e di amor patrio, per inviarli ai piedi di Pio IX e consigliarlo a non rispondere publicamente a quella nuvola di note diplomatiche ma sibene dar loro ragione filosoficamente, e specialmente squarciare dinanzi Lui quel velo che ricuopre tante odiose trame. L'Angelo depositato qui in terra da divine falangi sarà forse egli estraneo a tante turpitudini della diplomazia? La Colomba altro non fa che amare e lamentarsi piangendo, ed il suo turbamento col quale si esprime è ben differente dal trocidarè dell'immondo uccello. Per buona fortuna che i nostri torti non sono irreparabili, nè il male prodotto irrimediabile. Disponiamoci dunque con affetto a meritare il perdono che ci è già stato accordato, e rendiamo al nostro Padre quello splendore e quella gloria di che noi stessi siam stati pur troppo lo strumento per spogliarlo.

Seguito e fine del discorso di Monsig. Luquet alla Dieta Svizzera.

Perdonate, signori, per avervi sì lungamente intrattenuto in tali preliminari considerazioni. Ne avea bisogno per farvi conoscere a fondo i miei pensieri. Mi rivolgeva a spiriti illuminati, a spiriti usati nelle considerazioni le più elevate della filosofia, dovea adunque loro esporre nel vero punto di vista la maniera cui credo dovere antivedere l'insieme delle questioni religiose, che si agitano nel mondo, è specialmente nella confederazione. Camminiamo verso l'avvenire, gli ultimi avanzi del passato van cadendo, i giorni di conciliazione si avvicinano. Non vogliamo vedere nella chiesa uomini, e cose del passato, ma sì bene uomini e cose dell'avvenire. Prepariamo a questa Chiesa di che il concorso è sì necessario alla felicità de' popoli, ciò che voi a tutti accordate, un libero luogo sotto il sole: e siate sicuri che gli spiriti, ed i cuori saranno tranquilli ed in pace. Non men sicuri dovete essere che la chiesa lungi di opporsi ai vostri disegni, vi ajuterà fortemente a procurare il bene essere e la gloria della generosa nazione di che la Providenza vi confida i destini

Basi di un accomodamento generale fra la S. Sede e la Confederazione.

Li principali punti su cui si potrebbe, almeno sembra, stabilire le basi di un accomodamento generale tra la S. Sede e la confederazione, potrebbero essere le seguenti:

1.° Soluzione definitiva delle difficoltà relative ai conventi, soluzione cui si avrebbe riguardo alla circostanza de tempi, ed a quelle particolari di ciascun cantone.

2.° Rettificazione nelle circonscrizioni di giurisdizione episcopale, dove il bisogno particolare de' popoli sembra esiggerlo.

3°. Esaminare vi fosse luogo a modificare la maniera di uominare i vescovi, ed altri dignitari, e beneficiati ecclesiastici, onde il clero inferiore vi avesse qualche parte, nel tempo stesso conservando tanto alla S. Sede, che al governo il mezzo di tenerne lungi gli indegni, e gli uomini incapaci di cònservare le buona armonia tra la chiesa e lo stato.

4.° Un regolamento a fare sulle immunità de' beni e della dotazione del clero in quei cantoni dove le difficoltà sono insorte a tal proposito.

5.° Mantenere e fondare gli stabilimenti di educazione per formare, tra li nazionali, un clero cattolico morale, e istruito.

6.° Una modificazione da introdursi uella disciplina, relativamente ai matrimoni misti, e feste di precetto ec.

Se, come sperarsi, queste differenti punti possono essere regolati di commun accordo tra le due autorità spirituale e temporale, la pace religiosa troverassi stabilita sulle basi le più forti e le più onorevoli in tutta la confederazione.

Nella speranza di veder ben tosto tal progetto realizzato pei nostri comuni mezzi, vi prego, Signori, di accettare l'assicuranza dell'alta considerazione colla quale sono.

Vostro Umo Dmo Servo
✠ J.-J.-O. Luquet vescovo d'Hesebon
inviato straordinario della S. Sede, delegato apostolico.

Berna il 9, aprile 1848.

Per copia conforme
Il Cancelliere della Confederazione
Schiess.

TREVISO 30 *aprile.* — Il Generale Durando è partito il 29 aprile da Padova, e questa sera si è riunito con tutta la sua truppa in Treviso. Egli ha trovata l'armata di Nuget coi suoi avamposti sul Piave. Il ponte è stato rotto: e senza questo contrattempo il Generale Durando sarebbe passato ed avrebbe portato la guerra sul Tagliamento. Così egli è costretto d'impedire il passo del Piave prima di pensare a passare egli stesso. Ha trovato il Generale La Marmora con circa 3000 uomini in posizione lungo il Piave, e domani porterà il suo quartier generale a Monte Belluno, estendendosi da Vidor fino a Breda, dov'è Zambeccari, onde difendere particolarmente la strada che conduce direttamente a Verona per Bassano. Le forze di Nugent sembra che sieno di circa 12,000 uomini: e certamente il Gen. Durando gli potrà far fronte, quando sarà stato raggiuuto dalla divisione Ferrari.

Viene da Verona la nuova di uno scontro d'avamposto, nel quale i piemontesi sono rimasti superiori, ed hanno fatto prigioniero uno squadrone di cavalleria.

902947
Vittorio Emanuele Biblioteca Roma